

REVUE DE PRESSE

19 avril 2024

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** information
télé
MÉDIAS *Médias* sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de services
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

influence

Richard Bergevin prendra la tête du plus important syndicat de profs

Par Lilia Gaulin, La Tribune

Le président du Syndicat de l'enseignement de l'Estrie, Richard Bergevin, succèdera à Josée Scalabrini à la présidence de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) à compter du 1er juillet.

La Tribune a pu confirmer l'information auprès d'une source très bien informée du dossier. La période de mise en candidature se terminait jeudi à 16h. M. Bergevin est le seul à briguer la présidence, selon nos informations..

Richard Bergevin n'a pas souhaité commenter la situation davantage comme le conseil fédéral de la FSE-CSQ doit officialiser sa nomination le 10 mai par le biais d'un vote.

Mme Scalabrini a annoncé samedi dernier qu'elle prendra sa retraite à la fin de l'année scolaire 2024 après plus d'une décennie comme présidente de la FSE.

Sous une publication de la FSE-CSQ, les témoignages remerciant Mme Scalabrini sont nombreux. «Merci d'avoir porté la cause de notre profession avec autant d'assurance, de conviction et de passion. Vous êtes une excellente représentante qui avez su donner l'heure juste dans les négociations et éduquer le grand public dans les médias. Merci pour tout et profitez pleinement de votre retraite bien méritée!» a écrit Diane Noury.

En entrevue avec La Tribune en juin dernier, Mme Scalabrini avait d'ailleurs laissé planer l'option de la retraite.

Ce sont de grands souliers que Richard Bergevin aura à chausser alors que Mme Scalabrini est une figure bien connue du monde syndical québécois.

Richard Bergevin est le président du Syndicat de l'enseignement de l'Estrie depuis plusieurs années. Lors des plus récentes négociations, il a souvent pris la parole pour réclamer au gouvernement Legault une meilleure composition de la classe.

La présidence du Syndicat de l'enseignement de l'Estrie (SEE) sera vacante avec le départ de M. Bergevin pour ce poste national. La période de mise en candidature pour les membres du SEE qui souhaitent se présenter au poste de président s'ouvrira le 30 avril. Les membres du SEE éliront leur prochain président par le biais d'un suffrage universel.

La FSE-CSQ représente environ 95 000 enseignants à travers la province qui proviennent de 34 syndicats différents.

La saison régulière des Highlanders est débutée depuis février dernier.

C'est grâce aux tournées effectuées par l'ABC que Lachance s'est fait remarquer.

«Il y a deux ans, lors d'un tournoi à Atlanta, j'ai été remarqué par l'entraîneur de McLennan. Il a commencé à m'écrire sur X (Twitter) et j'ai décidé de venir au Texas pour la suite des choses. Je ne regrette rien. Chaque année, McLennan est dans le top 10. C'est une école qui est réputée pour son programme de baseball», a-t-il expliqué.

Le baseball, c'est du sérieux, au Texas

Si Deiten Lachance a réussi son acclimatation, il impressionne sur le terrain.

«Au début, avant de venir ici, mon objectif était seulement de faire ma place dans l'alignement. Après quelques matchs, j'ai vu que je pouvais jouer avec ces gars-là et être dans l'alignement chaque jour. J'avais des objectifs offensifs pour la saison, et j'aimerais faire encore mieux, je suis très exigeant envers moi-même. Mais je reconnais que ça va plutôt bien, je suis content de comment ça se déroule jusqu'ici.»

«J'essaie de me concentrer sur mon jeu uniquement, et d'avoir du plaisir à travers ça. J'ai toujours été un gars qui a de la puissance et j'essaie toujours de "swinger" fort. Je me dis que mon talent va être découvert un jour. J'essaie de faire mon possible pour aider mon équipe à gagner, on a déjà une très bonne équipe.»

— Deiten Lachance

Le baseball, au Texas, c'est du sérieux.

«C'est complètement différent, ici. C'est un autre monde. Avec l'ABC, on était sur le terrain pour deux ou trois heures par jour, pas plus. Ici, dès la première journée, j'ai passé six heures sur le terrain, et ensuite, je suis allé dans le gym. Lors de mes deux premières semaines, j'avais parfois des pratiques à cinq heures le matin. Mon corps était brûlé!» a-t-il rigolé.

Premiers dans leur conférence, les Highlanders veulent tout gagner cette année.

La saison se termine en mai et l'équipe veut se qualifier pour les séries mondiales NJCAA division 1, qui se dérouleront à Grand Junction au Colorado fin mai.

«Après la saison, je quitte pour le Wisconsin. Je vais jouer un mois, ou un mois et demi au sein d'une ligue d'été, où je pourrai me faire voir par des recruteurs du baseball majeur. Ensuite, je vais à revenir à Sherbrooke pour voir ma famille et jouer avec le Rocket de Coaticook (LBJEQ), vers le mois de juillet.»

Ce dernier confirme qu'il sera de retour avec les Highlanders de McLennan l'an prochain.

«Dans ma tête, je vais rester ici l'an prochain. J'adore ça, je me suis fait beaucoup d'amis, et l'entraîneur-chef m'apprécie beaucoup, même chose pour l'entraîneur des receveurs, qui est le meilleur que j'ai jamais eu. Je ne verrais pas pourquoi j'irais ailleurs.»

Deiten Lachance est admissible au repêchage de la MLB cette année, et pour les trois années suivantes.

Il veut toutefois évoluer pour une équipe NCAA division 1, après McLennan, afin de parfaire son apprentissage.

LE DEVOIR

Nous voulons enseigner dans un système juste, équitable et accessible

Simon Dugrenier et Éliane Quimper

Le premier est étudiant en éducation en deuxième année ; la seconde est aussi étudiante en deuxième année. Ils cosignent cette lettre avec une trentaine d'étudiants et étudiantes en éducation à l'Université de Sherbrooke et une poignée d'enseignants.*

Nous sommes de futurs enseignants et enseignantes, des étudiants et étudiantes en éducation à l'Université de Sherbrooke. Nous sommes « l'aide » espérée dans les écoles. Nous serons les enseignants et enseignantes de demain. Chaque trimestre, nos cohortes arrivent motivées et engagées dans leurs nouveaux milieux de stage et nous nous investissons entièrement pour rejoindre nos futurs collègues du milieu de l'éducation.

Le système éducatif, nous le connaissons bien. Nous faisons partie des enfants qui ont subi de près ou de loin les répercussions du système d'éducation à trois vitesses. Nous avons évolué dans le système le plus inégalitaire du pays, comme les milliers d'enfants des nouvelles générations.

Déjà comme stagiaires, nous constatons les répercussions de l'inaction politique. Nous côtoyons des élèves issus de divers parcours ; les enfants du privé, des programmes à vocation et du régulier. Selon le statut des élèves, ils et elles reçoivent un traitement différencié de la part de l'institution. Au privé, on choisit minutieusement les élèves selon leurs compétences cognitives. Par ailleurs, ceux et celles qui n'ont pas les moyens de déboursier les montants faramineux d'une telle éducation ne peuvent tout simplement pas espérer en bénéficier. Ces enfants sont exclus systématiquement.

Au public, on offre des programmes à vocation aux enfants performants. Évidemment, une généreuse contribution monétaire est exigée. Les autres élèves, qui sont dans l'incapacité de rejoindre l'une des deux options, aboutissent dans les classes régulières, dans les classes « ordinaires ». Dans ces classes, les échecs, les difficultés d'apprentissage et les troubles de comportement sont surreprésentés.

En 1964 sortait le rapport Parent. Dans ce rapport, on imaginait collectivement un système d'éducation égalitaire. Le statut économique ne devenait plus une barrière. On institutionnalisait l'éducation pour tous et

toutes. Pourtant, les rapports inégaux dans le système d'éducation n'ont jamais été aussi visibles qu'aujourd'hui. C'est l'argent qui dicte la place et le statut des enfants.

Désillusion

En plus de classer les enfants selon leur revenu familial, notre système d'éducation contribue à rompre les liens entre les élèves. On les isole dans des classes distinctes. On brise les relations possibles entre eux. On disloque les fondements même de l'école. Le manque de mixité sociale entre les élèves mène à des violences quotidiennes observables dans nos milieux de stage : clans distincts, intimidation, insultes, etc. Notre système d'éducation creuse chaque jour un fossé toujours plus grand entre les enfants.

Les enseignants et enseignantes se retrouvent devant un choix : une classe de « bons » ou de « mauvais » élèves. Considérant l'ampleur de la charge de travail d'un enseignant type, qui ne choisirait pas la première option ? Dans un contexte de pénurie de main-d'oeuvre, les nouvelles charges proposées aux diplômés sont ardues, complexes et minent l'engagement des nouveaux et des nouvelles professionnels. Dans de telles circonstances, il n'est pas surprenant d'observer une désillusion massive parmi les nouveaux et nouvelles diplômés.

Nous signons collectivement cette lettre pour éviter d'enseigner dans un système d'éducation qui disqualifie systématiquement une partie des élèves. Nous ne voulons pas expliquer à nos futurs élèves pourquoi ils et elles sont exclus des activités parascolaires. Nous ne voulons pas voir des enfants au potentiel immense confinés dans des classes « ordinaires ». Nous voulons éviter d'être témoins, encore une fois, des violences sociales vécues par les élèves.

Nous demandons à Bernard Drainville d'assumer ses responsabilités. Nous demandons une réforme et une réflexion collective sur l'avenir de l'éducation. Nous

voulons assister à la naissance d'un nouveau système d'éducation juste, équitable et accessible pour tous et toutes.

**Ont cosigné cette lettre : Benjamin Lalonde ; Vik Daoust Proietti ; Christopher Lortie ; Justin Allaire ; Kasandra Boucher ; Mindy Chabot ; Kathy Poirier ; Stéphanie Lanctôt ; Tamie Malenfant ; Meghan Vinet-*

Richer ; Megan Bergeron ; Léa McCollough ; Arianne Guay ; Justine Lussier ; Marie-Pier Deacon ; Amélie Ouellet-Tremblay ; Marilou Couture ; Sabrina Provencher ; Mindy Chabot ; Pénélope Poirier ; Olivier Provost ; Mireille Fortin ; Maxime Coutu ; Sabrina Laplante ; Raphaëlle Cypihot-Tremblay ; Luis Canizalez ; Camila Lopez Hincapie ; Nicola Bertolini ; Osée Blais.



Nouvelle étude

Le tiers des ex-jeunes placés de la DPJ dans un cul-de-sac professionnel

Presque trois ans après la parution du rapport Laurent qui radiographiait le système de protection de la jeunesse, de nouvelles données montrent que le tiers des jeunes qui ont vécu un placement sous la tutelle de la DPJ se retrouvent, à l'âge de 21 ans, dans une sorte de cul-de-sac professionnel, en n'étant ni aux études, ni en formation, ni au travail. C'est trois fois plus que dans la population générale au même âge.

KATIA GAGNON

La Presse

L'Étude sur le devenir des jeunes placés (EDJEP)¹ a étudié sous toutes les coutures, pendant des années, une cohorte de 1136 jeunes de la DPJ. Ses chercheurs ont rencontré ces jeunes jusqu'à trois fois durant et après leur parcours dans les services sociaux, et en ont tiré une série de données qui brossent un portrait du devenir de ces jeunes, dont 2000 quittent chaque année des ressources de la DPJ. Et ce portrait est loin d'être reluisant.

L'EDJEP nous a montré que le parcours d'un jeune placé sur cinq a été chaotique, avec plus de neuf milieux de placement. À l'âge de 19 ans, moins du quart de ces jeunes avaient réussi à obtenir leur diplôme d'études secondaires, comparativement à 80 % dans la population régulière. Moins d'un sur dix (7 %) accède à une formation postsecondaire. Un sur cinq a connu au moins un épisode d'itinérance après le placement.

Un portrait inédit

Or, une nouvelle étude de la Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec utilise les données recueillies par l'EDJEP pour examiner la situation de l'emploi chez les jeunes ex-placés. Les chercheurs Martin Goyette, professeur à l'École nationale d'administration publique, Maria Eugenia Longo, professeure à l'Institut national de recherche scientifique et titulaire de la chaire, ainsi que Marie Dumollard, professeure adjointe à l'école de travail social de l'Université de Montréal, ont comparé la situation des jeunes qui proviennent de la DPJ à celle d'une population régulière, à l'aide de chiffres du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. On a également rencontré 30 de ces jeunes ex-placés, afin de

recueillir leurs expériences, pour apporter une facette plus « qualitative » à l'étude.

Un tel portrait est totalement inédit, note le chercheur Martin Goyette. « Ça n'a jamais été réalisé au Québec. »

Premier constat : à l'âge de 21 ans, 43 % des jeunes ex-placés travaillent à temps plein, « dans des emplois caractérisés par de faibles exigences de diplomation, de bas salaires et peu de protection », notent les chercheurs.

Ils œuvrent en majorité dans le commerce de détail (45 % des jeunes qui travaillent à l'âge de 19 ans et 27 % à 21 ans) et dans la restauration (21 % des jeunes qui travaillent à l'âge de 19 ans et 18 % à 21 ans).

Toujours à l'âge de 21 ans, près d'un sur cinq (18 %), est au travail et aux études, et un sur dix est aux études seulement.

Cependant, une proportion d'entre eux a des difficultés importantes à trouver sa voie sur le plan professionnel. Dès l'âge de 19 ans, 28 % de la cohorte suivie par l'EDJEP se retrouve déjà dans la situation de n'être ni aux études, ni en formation, ni au travail (catégorie NEEF). Deux ans plus tard, donc à 21 ans, ce chiffre est à peu près stable, à 27 %.

Des témoignages crève-cœur

Des témoignages de jeunes recueillis dans le groupe de discussion sont d'ailleurs crève-cœur. « Certains emplois m'ont refusée parce que j'étais en centre jeunesse. Certaines personnes, quand ils ont appris que j'étais en centre, ben là, ça a fait : bien malheureusement vous ne

convenez pas au poste. Vous êtes une ancienne personne à problématiques, on ne veut pas de problèmes ici », dit Jeanne, 23 ans. La même jeune femme dit avoir vécu une expérience très difficile lorsque son patron a révélé à ses collègues qu'elle avait été escortée.

Sans surprise, les jeunes qui ne détiennent pas de diplôme d'études secondaires (DES) sont fortement représentés dans cette proportion de jeunes qui vivent d'importantes difficultés. À l'âge de 21 ans, les jeunes ex-placés qui n'ont pas de DES sont cinq fois plus à risque de se retrouver dans la catégorie NEEF. « Bref, la scolarisation est un élément très important pour stabiliser leur parcours », dit Martin Goyette.

Même chez les jeunes qui disent occuper un emploi, le parcours n'a manifestement pas été de tout repos, puisqu'à l'âge de 19 ans, le cinquième d'entre eux dit avoir eu recours à l'aide sociale depuis la fin du placement. Cette proportion grimpe à 29 % à l'âge de 21 ans.

« Cela illustre le niveau important d'instabilité et de précarité professionnelle », notent les chercheurs.

« Ces jeunes ex-placés découvrent l'injonction forte de l'emploi à leur majorité, alors que certains enjeux, comme la scolarité ou l'emploi, ne sont pas résolus », résume Maria Eugenia Longo.

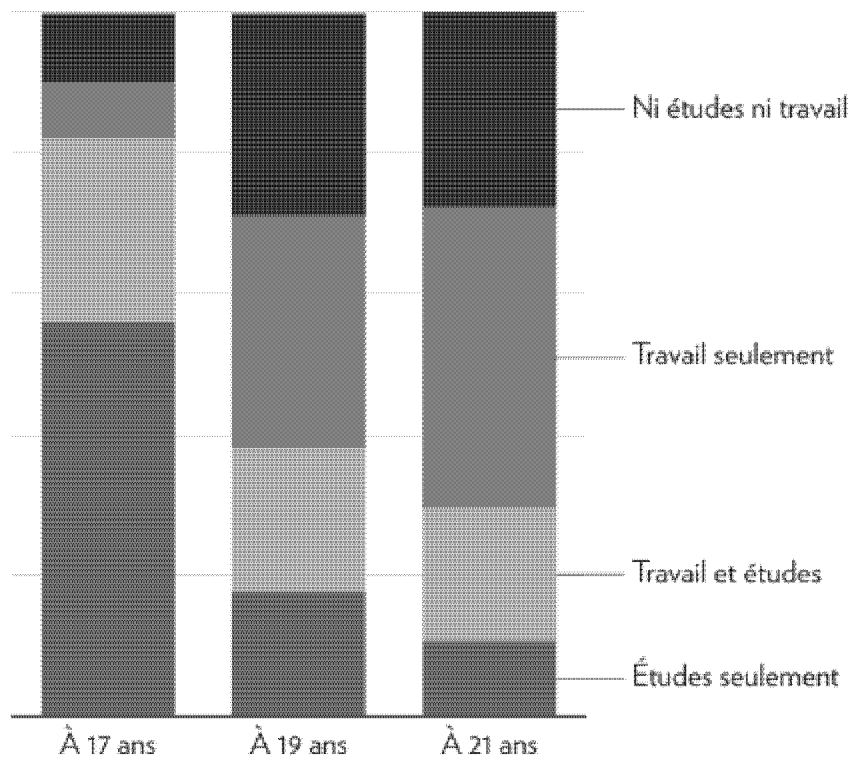
Des obstacles supplémentaires

D'autres obstacles viennent en effet compliquer le chemin des jeunes ex-placés. Lorsque le logement est précaire, l'emploi s'en ressent : ceux qui ont vécu un épisode d'itinérance sont deux fois plus à risque de se retrouver dans la catégorie NEEF. « La précarité résidentielle constitue un enjeu important qui bloque plusieurs processus de scolarisation, d'accès et de maintien en emploi », disent les chercheurs.

Ces jeunes qui se retrouvent dans la catégorie NEEF ont également eu plus de troubles mentaux que les autres jeunes de leur âge. Près d'un sur trois (29 %) a reçu 11 services en psychiatrie et plus, montrent des données recueillies par les chercheurs dans les banques de données de la Régie de l'assurance-maladie du Québec. Ils ont reçu en moyenne trois fois plus de services en psychiatrie que les jeunes de leur âge.

Quoi faire pour éviter à ces jeunes de se retrouver dans un tel cul-de-sac professionnel ? Les chercheurs explorent plusieurs pistes de solution, dont la première est de soutenir bien plus solidement la scolarité des jeunes de la DPJ. Il faut également accompagner ces jeunes de façon plus soutenue et durable dans des programmes d'employabilité. Et cet accompagnement, soulignent les chercheurs, devrait impérativement se poursuivre après l'atteinte de la majorité.

État d'activité des jeunes ex-placés



Chaire réseau de recherche sur la jeunesse du Québec



Affaires

La crise du logement est liée à la pénurie de main-d'œuvre en construction

Par Sammy Hudes, La Presse Canadienne

Résoudre la pénurie de main-d'œuvre dans le secteur de la construction sera essentiel pour augmenter l'offre de logements disponibles sur le marché, soutiennent des experts, alors que l'agence nationale du logement du Canada continue de prévoir des niveaux de mises en chantier inférieurs à la demande.

Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), la pénurie de main-d'œuvre dans le secteur de la construction est l'un des trois facteurs qui font en sorte que les délais de construction sont de plus en plus longs.

Parallèlement à des projets de plus grande envergure et à des coûts croissants, l'agence a remarqué que le nombre de départs à la retraite est plus élevé que le nombre de nouveaux travailleurs dans ce secteur.

Ce défi a été aggravé par la pandémie, qui a poussé de nombreux travailleurs à changer de carrière ou à prendre une retraite anticipée.

«On savait que c'est quelque chose qui allait finir par arriver, mais la situation a vraiment atteint un point critique, parce que les besoins augmentent en plein au moment où on perd de la main-d'œuvre», a souligné le directeur principal du conseil en infrastructure chez KPMG au Canada, Jordan Thomson.

Le président de l'Association canadienne des constructeurs d'habitations, Kevin Lee, a pour sa part estimé que 22 % des travailleurs de la construction résidentielle prendront leur retraite au cours de la prochaine décennie.

Même si la pénurie de main-d'œuvre constitue un défi permanent, ses effets ont été quelque peu atténués au cours de la dernière année, a-t-il noté, puisque les coûts d'emprunt élevés ont entraîné un ralentissement de la demande chez les acheteurs potentiels de maison dans de nombreux marchés.

Mais il a prévenu qu'un rebond pourrait entraîner «davantage de tensions».

«Une fois que les gens auront de nouveau les moyens d'acheter et de déménager, on va voir que la pénurie de main-d'œuvre va devenir de plus en plus critique», a souligné M. Lee.

Un demi-million de travailleurs

Le Canada pourrait avoir besoin de plus de 500 000 travailleurs de la construction supplémentaires pour construire toutes les unités d'habitation dont il aura besoin d'ici 2030, selon un rapport de l'économiste en chef adjoint de RBC, Robert Hogue.

Le rapport, intitulé «La grande reconstruction», prévoit que le rythme de la construction de logements au Canada devra augmenter de près de moitié rien que pour répondre à la croissance démographique.

Il propose sept idées pour remédier à la pénurie de logements au Canada, la première étant d'élargir de manière vigoureuse le bassin de main-d'œuvre du secteur de la construction.

«Toutes les options devraient être explorées pour attirer davantage de personnes dans le secteur», a soutenu M. Hogue, notamment en donnant la priorité aux nouveaux immigrants qui ont des compétences en construction, en fixant des objectifs «ambitieux» pour les inscriptions dans les écoles de métiers spécialisés et en incitant les travailleurs plus âgés à rester plus longtemps sur le marché du travail.

«Si l'on ne remédie pas à la pénurie, il faudra probablement plus de temps avant que l'on puisse régler notre problème d'accessibilité sur le marché de l'habitation», a mentionné M. Hogue en entrevue.

«On doit construire beaucoup plus», a-t-il rappelé.

L'immigration, une solution

Le budget fédéral déposé mardi à Ottawa reconnaît que la pénurie de main-d'œuvre contribue aux «obstacles structurels bien ancrés» qui freinent l'augmentation de l'offre de nouveaux logements.

Le gouvernement a assuré qu'il encouragerait davantage de personnes à poursuivre une carrière dans les métiers spécialisés et qu'il éliminerait les obstacles à la reconnaissance des titres de compétences étrangers, en particulier pour les travailleurs de la construction.

Même si certaines stratégies sont orientées vers le long terme, donner la priorité aux immigrants ayant une formation dans un métier spécialisé pourrait donner un élan plus rapide au secteur, de l'avis de la présidente de l'Association canadienne de la construction, Mary Van Buren.

Actuellement, les travailleurs des métiers spécialisés représentent environ 2 % des nouveaux Canadiens. Bien que certaines mesures aient été prises pour corriger ce déséquilibre, Mme Van Buren croit que le système de points que le Canada utilise pour évaluer les demandes d'immigration favorise toujours les candidats qui ont fait des études supérieures.

«On ne peut pas former un charpentier, un grutier ou un estimateur de projet du jour au lendemain», a-t-elle illustré.

Trouver des solutions est essentiel non seulement en raison du besoin immédiat, mais aussi pour aider le Canada à rivaliser avec d'autres pays en matière de travailleurs de métiers spécialisés, puisque de nombreux d'entre eux sont aussi à la recherche de travailleurs pour régler des problèmes similaires.

Les enfants de la maternelle de l'Estrie plus vulnérables qu'ailleurs au Québec ?

Par Tania Di Sei, La Voix de l'Est

Les données d'une enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle (EQDEM) en Haute-Yamaska ont été dévoilées jeudi lors d'une journée organisée au Centre des Congrès de l'Hôtel Castel, à Granby. Le but était de quantifier la vulnérabilité des enfants. Ce qui ressort de cette enquête, produite par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), ce sont notamment les résultats de l'Estrie qui sont plus préoccupants que le reste de la province.

Dans le réseau local de services (RSL) de la Haute-Yamaska, on dénote que les enfants sont particulièrement vulnérables dans deux catégories, soit la maturité affective (taux de 14,7 % comparativement à 11,7 % pour le reste du Québec) et les compétences sociales (13,9 % contrairement à 10,6 %).

Les enfants sur le territoire qui fréquentaient la maternelle en 2022 étaient des garçons à 54 % et environ un enfant sur dix n'a pas fréquenté un service de garde dans le réseau local de services de la Haute-Yamaska.

Au niveau de la santé physique et du bien-être, les enfants sont légèrement plus vulnérables en Estrie à 11,6 % contrairement à 10,3 % pour la province.

Les troubles de développement cognitif et langagier sont aussi un peu plus élevés en Estrie (13,3 % comparativement à 12,1 %). À l'inverse, le domaine pour les habiletés de communication et les connaissances générales sont significativement moins hautes que celle de l'ensemble du Québec à 9,8 % contre 11,5%.

Il y a également des sous-groupes qui ont été analysés parmi les jeunes qui présentent des vulnérabilités afin de savoir quelles sont leurs caractéristiques. Les résultats démontrent que dans le RSL de la Haute-Yamaska, 40,7 % des enfants (4 sur 10) sont vulnérables dans au moins un domaine recensé, ce qui est statistiquement supérieur lorsqu'on compare à l'ensemble du Québec (35,6 %).

La proportion de vulnérabilité est également plus élevée chez les enfants de moins de 6 ans (32,2 % contre 28,7 % ailleurs).

Toujours dans le RSL de la Haute-Yamaska, les enfants n'ayant pas fréquenté de services de garde avant la

maternelle de façon régulière présentent également des caractéristiques vulnérables à 46,6 %.

Méthodologie

L'enquête a été menée en Estrie en 2022 par 316 enseignants qui ont rempli un questionnaire qui comporte 103 questions pour 4676 enfants dans 146 écoles différentes entre les mois de février et de mai.

«Les enfants de 0 à 5 ans représentent 5,6 % de la population en Estrie, mais ils sont 100 % de notre avenir», mentionne Éric Martineau, agent de la planification, de programmation et de recherche en Santé publique au CIUSSE-CHUS de l'Estrie.

Pour le réseau local de services (RSL) de la Haute-Yamaska, ce sont environ 960 enfants qui sont inscrits à la maternelle cinq ans.

«L'instrument de mesure du développement de la petite enfance (IMDPE) est un outil qui est utilisé depuis 30 ans [...] Il est un outil de groupe et il évalue la tendance dans un groupe», précise Patrick Castonguay, équipe de surveillance à la direction de la santé publique de l'Estrie.

Les enfants ont été évalués dans cinq domaines différents : la santé physique et le bien-être, la maturité affective, les compétences sociales, le développement cognitif et langagier et finalement les habiletés à communiquer et les connaissances générales.

Ont été exclus les enfants vivant sur des réserves autochtones, les enfants faisant partis des commissions scolaires crie ou fédérales, ceux qui vivent au Nunavik ou à la Baie James et les enfants qui sont handicapés ou qui ont des difficultés d'apprentissage.

«Il faut garder à l'esprit que les questionnaires sont remplis sur les perceptions des enseignants. Ce ne sont pas des données qui sont basées sur des faits objectifs, mais ce sont des perceptions de l'enseignant», ajoute M. Castonguay.

Diffusion des résultats de l'EQDEM

La table de concertation Petite-enfance, en collaboration avec M. Martineau, ont décidé d'organiser une journée afin de dévoiler les résultats de l'enquête menée en 2022 au Castel de Granby, ce jeudi.

Plusieurs acteurs du milieu de la petite enfance étaient sur place pour cette deuxième édition. Que ce soit du milieu communautaire, des Centres de la petite enfance, au niveau municipal, le Service de police ou encore de la municipalité, tous étaient rassemblés afin de contribuer à faire une différence dans la vie des enfants.

«Pour nous, c'était l'occasion d'aller un peu plus loin. On aurait pu simplement prendre une heure de notre temps

pour présenter les résultats, mais pour nous c'est un prétexte pour se réunir ensemble à travailler pour demain», mentionne Claudine Leroux, présidente de la Table de concertation Petite-enfance et directrice de la Maison des familles Granby et régions.

Mme Leroux affirme qu'il faut être réaliste à la suite des chiffres qui ont été présentés pour la Haute-Yamaska et l'Estrie.

«C'est préoccupant, il faut s'y pencher et il faut continuer à travailler. Il ne faut pas voir ça comme un signal d'alarme, mais il faut éviter que ça descende plus bas. On a encore du travail à faire et on va continuer à le faire».

La journée était aussi dédiée à des ateliers afin de mettre en place des idées pour mieux aider les enfants en situation de vulnérabilité.

Un prochain événement aura lieu à l'automne pour établir un plan de match à la suite des résultats dévoilés jeudi.

Plusieurs grèves de chauffeurs d'autobus scolaires simultanées au Québec

Lia Lévesque
La Presse canadienne

Plusieurs grèves de chauffeurs d'autobus scolaires, parfois d'une seule journée, parfois plus longues, touchent présentement des centres de services scolaires (CSS) dans quelques villes du Québec

En Estrie par exemple, la grève concerne 215 chauffeurs d'autobus dans cinq syndicats, rattachés à la Fédération des employé(e)s des services publics, affiliée à la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

D'autres transporteurs sont aussi touchés dans certains CSS à Drummondville, Rivière-du-Loup et Montréal en partie.

Comme un seul CSS peut faire affaire avec plusieurs transporteurs et qu'un seul transporteur peut avoir comme clients plusieurs CSS, tous les élèves d'un CSS ne sont pas nécessairement touchés par une telle grève cependant.

Ventilation des subventions

Le litige porte principalement sur les salaires.

Le gouvernement du Québec avait accordé une aide financière aux transporteurs pour compenser différents coûts, comme l'électrification des véhicules, les salaires et autres frais de fonctionnement. Les syndicats et les

employeurs concernés ne s'entendent pas sur la part de cette aide financière qui doit être versée aux chauffeurs.

« On ne demande pas toute l'aide gouvernementale, non ; on demande la juste part qui va aux chauffeurs d'autobus », a justifié en entrevue Josée Dubé, présidente du secteur du transport scolaire à la Fédération des employé(e)s des services publics.

Joint au téléphone, un des principaux employeurs touchés, Autobus Idéal, n'a pas souhaité commenter.

Josée Dubé soutient que les chauffeurs d'autobus d'écoliers ont l'appui des parents, malgré la journée de grève.

« La reconnaissance, le respect et la valorisation des parents, on l'a. C'est les seuls qui sont conscients du travail qu'on fait. Et ils savent, eux, qu'on mérite plus. Pour la plupart, ils disent qu'ils ne le feraient pas, notre travail : conduire avec un paquet d'enfants dans l'autobus. Maintenant, cette reconnaissance-là et ce respect doivent venir aussi du transporteur », a-t-elle estimé.

ICI  RADIO-CANADA

2000 élèves privés de transport scolaire dans l'ouest du Bas-Saint-Laurent

JULIE TREMBLAY

Une grève d'une semaine s'amorce pour les chauffeurs et chauffeuses d'autobus scolaires de l'entreprise Autobus Camille Mailloux RDL. Plus de 2000 élèves des centres de services scolaires (CSS) Kamouraska–Rivière-du-Loup et du Fleuve-et-des-Lacs sont ainsi privés de transport scolaire pour 5 jours.

Au total, 26 circuits du secteur de Kamouraska–Rivière-du-Loup et 4 circuits du CSS du Fleuve-et-des-Lacs sont touchés.

Les 40 chauffeurs d'autobus qui effectuent normalement ces circuits sont représentés par la CSN. Ils gagnent en moyenne 25 000 \$ par année et réclament de meilleures conditions salariales dans le contexte du renouvellement de leur convention collective, échue depuis juin 2023.

La présidente du conseil central de la CSN pour le Bas-Saint-Laurent, Pauline Bélanger, affirme que Québec a bonifié les sommes versées aux transporteurs de 15 à 30 % et que cela doit transparaître dans les salaires versés au personnel. On s'attend à avoir notre juste part, dit-elle.

On sait que la capacité de payer, elle est là. On sait la valeur des contrats avec les centres de services. On sait qu'ils ont offert plus que ça ailleurs.

- Pauline Bélanger, présidente du conseil central de la CSN pour le Bas-Saint-Laurent

La vice-présidente du Syndicat du transport du Grand-Portage, Guylaine Charest, affirme que l'employeur offre des augmentations de salaire de 2 %, alors que les syndiqués souhaiteraient des hausses de 15 à 20 %. Les jeunes familles n'arrivent pas avec le salaire qu'on a. Ils sont obligés d'avoir deux jobs, trois jobs, c'est pour ça qu'on se bat aujourd'hui, dit-elle.

Autobus Camille Mailloux indique pour sa part dans un communiqué que les demandes syndicales vont bien au-delà des capacités financières de l'entreprise en raison des ententes contractuelles en vigueur avec les deux centres de services scolaires.

L'entreprise ajoute qu'aucune entrevue ne sera accordée.

À moins de parvenir à une entente, la grève se poursuivra jusqu'au 24 avril inclusivement.

Le Centre de services scolaire (CSS) de Kamouraska–Rivière-du-Loup précise de son côté qu'il a ajouté du personnel aux abords des écoles afin d'assurer la sécurité et qu'un dédommagement financier est prévu pour les parents qui doivent transporter leurs enfants à l'école.

C'est le petit bout qu'on pouvait faire pour atténuer la grève chez les parents, explique sa directrice générale, Geneviève Soucy.

Ailleurs dans la province, d'autres grèves sont en cours afin de réclamer de meilleures conditions de travail pour les chauffeurs d'autobus. L'an dernier, une grève générale illimitée des chauffeurs avait eu lieu en Matanie et avait duré plus de trois mois.

Avec la collaboration de Fabienne Tercaefs

ICI  RADIO-CANADA

Des centaines de chauffeurs d'autobus scolaire manifestent à Sherbrooke

RADIO-CANADA

Les chauffeurs d'autobus scolaire des entreprises Autobus B. Dion, Autobus des Cantons, Autobus Coaticook, Autobus de l'Estrie et Autobus La Sapinière sont en grève pour toute la journée jeudi.

Rassemblés au parc Jacques-Cartier à Sherbrooke, ils revendiquent, entre autres, une bonification salariale.

On peut dire que ça fait au moins 20, 25 ans que la bataille est commencée. En 2022, les employeurs ont reçu une bonification de contrat et il y a une partie qui doit absolument revenir dans nos poches. Présentement, ce que l'on peut voir, ce sont des employés qui se battent parce que les employeurs considèrent que ça leur revient. Le ministre Drainville l'avait bien dit qu'il y avait une juste part qui devait aller dans les poches des chauffeurs, mais il avait oublié la partie que l'on devait se battre pour aller la chercher, s'est exprimée la présidente du secteur transport scolaire - CSN, Josée Dubé.

Ce métier doit absolument être reconnu à sa juste valeur.

- Josée Dubé, présidente du secteur transport scolaire - CSN

En ce moment, les chauffeurs reçoivent environ 25 000 \$ annuellement.

En tout, 15 000 élèves de Sherbrooke et de Coaticook sont privés de transport scolaire. Les parents doivent assurer leur transport.

Estrie et régions

Les chauffeurs d'autobus scolaire de l'Estrie réclament un meilleur salaire

Par Lilia Gaulin, La Tribune

Roland Breton conduit un autobus scolaire depuis 52 ans à Sherbrooke. Il est reconnu au sein de ses collègues comme le doyen des Autobus des Cantons. Même s'il avoue que ce sera probablement sa dernière négociation, il s'est joint à quelques centaines de personnes qui ont manifesté jeudi matin à l'occasion d'une journée de grève des travailleurs du transport scolaire.

Les grévistes réclament notamment un meilleur salaire puisqu'ils n'ont pas accès à des assurances collectives et à un régime de retraite. «Les avantages sociaux, il n'y en a pas vraiment dans le transport scolaire. [...] Ça prend des salaires qui ont de l'allure. On fait du transport de personnes. On ne transporte pas des boîtes de carton», explique Josée Dubé, présidente du secteur du transport scolaire à la Fédération des employées et employés de services publics (FEESP-CSN).

Ils se sont réunis au parc Jacques-Cartier à Sherbrooke. Ils ont ensuite pris le chemin de l'intersection des rues King et Jacques-Cartier.

M. Breton a réussi à créer de beaux liens avec les élèves qu'il transporte et leurs parents. Il conduit même à l'école des enfants d'élèves qu'il a déjà transportés au début de sa carrière. Il s'assure du bon déroulement de son trajet. «Quand les élèves arrivent, ils me disent toujours "allô" et "bye". L'autre jour à l'école Mitchell, je me suis trompé et j'ai dit "bon voyage" à un élève. Ça fait une semaine que des élèves me disent "bon voyage" en sortant», lance en riant celui qui a déjà été impliqué dans le syndicat. M. Breton est bien conscient que des circuits sont très difficiles.

En moyenne, les chauffeurs d'autobus ont un salaire annuel de 25 000 \$. «Dans le transport de personnes, on est vraiment ceux qui sont les moins payés», explique Josée Dubé. Les conditions de travail ne sont pas évidentes, note-t-elle. Elle souligne notamment la

hausse de la violence dans les autobus et les quarts de travail qui sont coupés.

Josée Dubé conduit elle-même un autobus scolaire depuis deux décennies. «La société a changé et ça se reflète dans nos autobus. [...] La discipline est difficile. Les enfants avec de multiples troubles, il y a plus de diagnostics. [...] Dans les classes, il y a de l'accompagnement souvent pour que les professeurs puissent bien faire leur travail. Moi, ils se retrouvent dans mon autobus et je n'ai pas d'accompagnement pour faire mon travail. Conduire, généralement, il faut avoir toute notre attention et ne pas être dérangé. Avec 72 enfants, ce n'est pas notre cas.»

Aux yeux d'un manifestant présent, un meilleur salaire faciliterait la rétention des employés en plus de l'attraction. «C'est une *job* qui est le *fun* quand tu as le tour. Tu as quand même 50 enfants. [...] C'est plus le primaire qui est difficile. On demande aux grands de se responsabiliser pour nous aider, car c'est très bruyant.»

Les chauffeurs des entreprises Autobus B. Dion, Autobus des Cantons, Autobus Coaticook, Autobus de l'Estrie et Autobus La Sapinière sont en grève jeudi. Ils ont voté en faveur d'un mandat pouvant mener à une grève générale illimitée. Les négociations se déroulent entre les compagnies de transport scolaire et les syndicats.

Cette grève touche 213 circuits qui permettent le transport de 15 000 élèves.

Les chauffeurs d'autobus manifestent

Dans son mandat de grève de 20 jours, le Syndicat des chauffeurs scolaires de Pointe-Aux-Outardes-CSN a complété deux demi-journées de débrayage les 11 et 12 avril.

Karianne Nepton-Philippe
Initiative de journalisme local

Rappelons que cette grève a été déclenchée à l'unanimité par le syndicat afin de revendiquer de meilleures conditions salariales.

«Depuis 25 ans, on revendique des enveloppes fermées pour les chauffeurs. La distribution ne se fait pas bien. Le gouvernement donne des fonds pour améliorer le sort en général, mais ça ne se rend jamais aux chauffeurs», explique Mario Ouellet, président du Syndicat des chauffeurs scolaires de Pointe-aux-Outardes-CSN.

Le salaire n'atteint pas ce qui est offert ailleurs, plaide-t-il. «Tu vas n'importe où et tu peux facilement travailler à 23 \$ de l'heure dès le début. Viendras-tu conduire un autobus à 17 \$ de l'heure», demande-t-il.

«Tous les syndicats de transport scolaire sont obligés présentement d'aller en grève», poursuit ce dernier.

Le président du conseil central CSN Côte-Nord, Guillaume Tremblay, appuie cette démarche afin que le mini-

mum soit alloué aux conducteurs d'autobus scolaire.

«Ce qu'on voit en ce moment, avec la table de négociations, c'est que l'offre ne représente pas la hausse du coût de la vie, mais ça ne reflète pas non plus ce qui a été donné ailleurs pour combler les problèmes de pénurie», énonce-t-il.

Guillaume Tremblay rappelle que l'enveloppe budgétaire bonifiée par le ministère de l'Éducation est insuffisante.

«Ça devrait être suffisant, si justement c'était donné aux conducteurs. Sauf que si l'employeur décide de s'en garder pour augmenter ses profits, c'est sûr que ce ne sera pas assez», ajoute-t-il. Quand on parle d'encadrement, c'est que le ministre n'a pas légiféré là-dessus, en disant voici l'enveloppe qui va automatiquement dans les conventions collectives

pour les conducteurs. Il l'a dit verbalement, mais ne l'a pas légiféré.»

Actuellement, les négociations ne donnent pas les résultats souhaités, compte tenu de plusieurs enjeux.

«On va encore se retrouver avec le même problème de pénurie de main-d'œuvre et de mauvaises conditions de travail qui vont faire en sorte qu'on n'attirera pas la relève», se désole Mario Ouellet.

Support

«On ne fait pas ça de gaieté de cœur. On fait ça parce qu'on n'a pas le choix, on est rendu là. Il faut avancer dans notre dossier», soutient M. Ouellet, qui indique sentir le support des parents ainsi que des professeurs.

Il indique que ceux-ci, en grande majorité, «com-

prennent et savent très bien que ce métier-là est important».

Dans le milieu du transport scolaire dans le secteur, ce sont principalement des retraités, explique M. Ouellet.

«Sauf que la personne, qu'elle soit à la retraite ou non, ce n'est pas intéressant de venir travailler à 17 \$ de l'heure», explique-t-il.

«Souvent, ce qui fait qu'on réussit à attirer des gens pour occuper ces emplois-là, c'est parce qu'ils ont déjà un revenu assuré. Si tu n'as pas déjà un revenu assuré, tu ne vas pas dans ce secteur-là, ce n'est pas payant. Mais, même avec ça, ils vont ailleurs», renchérit Guillaume Tremblay.

Rappelons que la grève touche des circuits d'autobus de la Manicouagan ainsi qu'une école secondaire à Port-Cartier.

Des chauffeurs d'autobus en grève jeudi

DANY JACQUES

djacques@lereffletdulac.com

TRANSPORTS. Des chauffeurs d'autobus affiliés à la CSN seront en arrêt de travail ce jeudi 18 avril.

Cinq avis de grève ont été récemment transmis au ministère du Travail pour cette journée uniquement. Ils proviennent de cinq syndicats régionaux, dont ceux associés aux Autobus B. Dion, Autobus des Cantons, Autobus Coaticook, Autobus de l'Estrie et Autobus La Sapinière.

Des écoles des Centres de services scolaire des Sommets, des Hauts-Cantons et de Sherbrooke seront touchées. Le territoire sherbrookoïse sera principalement affecté.

En ce qui concerne les Hauts-Cantons, l'arrêt de travail touche notamment les écoles Gendreau, Louis-Saint-Laurent, Mgr-Durand, Sacré-Coeur, Saint-Luc, Sancta-Maria et La Frontalière.

Le transport scolaire sera annulé, mais les écoles seront ouvertes. Les parents devront assurer le transport de leur enfant.

La question salariale est au coeur des négociations, selon Denis Beaudin, président du Conseil central des syndicats nationaux de l'Estrie-CSN.

Section Jeunesse Desjardins

Le combat contre les écrans à l'école : une bataille nécessaire pour l'avenir de nos enfants

Par Johanna Odia Tshibuabua, étudiante à l'UQTR

Dans le cadre du cours Écriture journalistique ECR 1006 donné cet hiver à l'UQTR par notre chroniqueuse Paule Vermot-Desroches, les étudiants devaient composer un texte d'opinion à partir d'un élément survenu récemment dans l'actualité. **vous présente aujourd'hui le fruit du travail de quelques-uns de ces étudiants.**

OPINION / Le débat sur l'utilisation des écrans à l'école fait rage. Il est grand temps que nous comprenions les risques auxquels sont exposés nos enfants et que cette prise de conscience se traduise en action.

L'utilisation excessive des écrans a des conséquences néfastes sur le développement cognitif, social et émotionnel des enfants. Les écrans peuvent devenir une distraction constante, compromettant la concentration nécessaire à l'apprentissage. De plus, une étude de l'INSP démontre que l'abus d'écran peut être lié à des problèmes de santé mentale tels que l'anxiété et la dépression chez les jeunes.

En limitant l'accès aux écrans à l'école, nous donnons à nos enfants la chance de développer des compétences essentielles telles que la pensée critique, la résolution de problèmes et la créativité. De plus comme l'a mentionné Tania Tremblay, conseillère scientifique à l'INSP : «Le fait de tourner les pages, d'avoir des sensations tactiles aide à la mémorisation et à l'encodage de l'information ».

Au lieu de simplement consommer du contenu numérique, les élèves ont la possibilité d'interagir avec leur environnement, d'explorer leur imagination et de développer des relations sociales significatives.

Les technologies sont inévitables dans le monde moderne et les enfants doivent apprendre à les utiliser dès leur plus jeune âge. Cependant, il est

crucial de reconnaître que l'utilisation des technologies doit être équilibrée et surveillée, en particulier dans un contexte éducatif. Plutôt que de remplacer les méthodes d'enseignement traditionnelles, les technologies devraient les compléter de manière judicieuse.

En outre, limiter l'utilisation des écrans à l'école envoie un message fort aux élèves sur l'importance de l'équilibre et de la modération dans leur utilisation des technologies. En développant de saines habitudes dès le plus jeune âge, nous les préparons à être des citoyens numériques responsables dans un monde en constante évolution.

Il est temps que tous se mobilisent pour prioriser l'éducation en favorisant un environnement d'apprentissage équilibré : investir dans des ressources alternatives, encourager les activités en plein air et promouvoir les interactions humaines authentiques.

En conclusion, l'appel à «Halte aux écrans à l'école» est un pas dans la bonne direction, mais cela ne suffit pas. Nous devons continuer à pousser pour des changements significatifs afin de garantir un avenir prometteur pour nos enfants, où l'apprentissage est inspirant, engageant et épanouissant. Nos enfants méritent le meilleur, et il est de notre responsabilité collective de leur offrir les outils dont ils ont besoin pour réussir.

Une honte pour la profession

Par Catherine Gaudreault

CHRONIQUE / J'étais sidérée cette semaine lorsque j'ai appris qu'un enseignant avait été embauché par le Centre de services scolaire du Chemin-du-Roy alors qu'il affichait, sans gêne, des propos complotistes. Ça se passait à l'école Chavigny.

Non seulement il le faisait sur ses réseaux sociaux, mais devant des élèves de cinquième secondaire.

Heureusement, il a été congédié. Mais le mal est fait.

Cette situation, dénoncée par des élèves, et par la suite, par des parents, ne devrait pas survenir dans nos écoles.

Des parents étaient furieux de la situation. Avec raison.

Pouvez-vous m'expliquer comment se fait-il qu'on ait décidé d'embaucher une personne avec un tel discours et un tel comportement? Je me questionne sur les vérifications faites par les personnes responsables de l'embauche.

Parce que ça m'a pris un total de deux minutes avant de tomber sur des publications complotistes de l'individu sur la pandémie, sa haine envers les médias, son adulation pour Donald Trump, et j'en passe.

Je répète. Environ deux minutes.

Visiblement, au Centre de services scolaire du Chemin-du-Roy, on a dormi sur la switch.

Soyez rassurés, l'individu n'a pas d'antécédents judiciaires, qu'on nous disait dans le communiqué. J'espère bien.

Mais ça n'excuse en rien l'incompétence dont a fait preuve le Centre de services scolaire. Oui, je répète. De l'incompétence.

On parle d'enseignants ici. On parle d'hommes et de femmes qui doivent être un modèle pour nos jeunes. Avec un comportement irréprochable.

Sommes-nous désespérés à ce point au Québec, de ne pas être capables d'embaucher des enseignants et enseignantes compétents dignes de ce nom?

Quand Bernard Drainville disait en début d'année qu'on souhaitait avoir un adulte dans chaque classe, il ne fallait pas prendre ça au premier degré. On ne veut pas un

adulte dans chaque classe, on veut un enseignant dans chaque classe.

Et ça ne passe pas seulement par l'obtention d'un diplôme. Ça passe par le jugement.

Lorsque des postes sont à pourvoir, le processus d'entrevue doit être hyper structuré et sérieux. Ça ne semble pas avoir été le cas dans le dossier de cet enseignant.

On ne parle pas d'un individu qui tentait de cacher ou qui avait effacé des publications sur ses réseaux sociaux. On parle de quelqu'un qui s'affichait librement. Tout est encore disponible actuellement.

Ce qui fait le plus mal dans une situation comme celle-là, c'est que c'est tout le milieu de l'enseignement qui est éclaboussé lorsqu'une situation comme celle survenue à Chavigny arrive.

Parce qu'on va se dire les vraies choses. La grande majorité des enseignants et enseignantes font preuve d'un grand professionnalisme et d'une attitude irréprochable.

Des enseignantes et des enseignants dévoués, compétents, inspirants, j'en connais des tonnes.

Et si j'étais à leur place, ça me mettrait en maudit de savoir qu'une personne comme ça vient ternir la profession.

Mesdames ou messieurs responsables des embauches au Centre de services scolaire du Chemin-du-Roy, vous faites mal à tous ceux et celles qui se dévouent chaque jour pour inspirer, guider et accompagner nos jeunes.

En raison de votre incompétence, c'est toute une école qui a passé une semaine difficile.

Un père de famille qui a tenu à garder l'anonymat s'inquiétait de la suite des choses pour son enfant. Il mentionnait dans Le Nouvelliste cette semaine que la

qualité de l'enseignement avait diminué dans les dernières années. Et que là, on avait atteint le fond du baril. Il ne comptait pas en rester là.

Je peux comprendre. On ne peut pas en rester là.

Même le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, a réagi à la suite de l'événement. Il a dit ceci: «Les faits rapportés sont très préoccupants. Jamais on ne doit faire des compromis sur la sécurité physique, mais aussi psychologique des élèves.»

Au cabinet du ministre, on ajoute que le projet de loi 47, qui a été déposé le 9 avril dernier, pourra aider dans ce genre de situation.

«Cette nouvelle loi permettra l'élargissement des antécédents et des vérifications qui doivent être faits à l'embauche du personnel.»

J'aime beaucoup la dernière phrase envoyée dans le communiqué. «Les centres de services scolaires sont responsables de l'embauche du personnel et de la vérification des qualités nécessaires pour le poste occupé.»

Voilà.

C'est ce que je disais. Responsabilité et imputabilité. Deux mots avec lesquels on a beaucoup de difficulté au Québec. Surtout l'imputabilité.

On ne l'applique jamais. C'est jamais la faute de personne. Et après ça, on se demande pourquoi nos réseaux de la santé et de l'éducation fonctionnent tout croche.

Vous avez la réponse devant vos yeux.

Il faut seulement les ouvrir bien grands.

Les héros ne portent pas toujours des capes

Par Jean Carrier, Le Soleil

Une école de quartier avec des ressources financières limitées qui possèdent des infrastructures désuètes. Une situation qui est maintenant rendue trop fréquente dans plusieurs écoles de la province. Fort heureusement, l'école Marguerite-Bourgeoys qui est située dans le quartier Saint-Sauveur peut compter sur deux membres de son personnel qui sont de véritables agents de changement.

L'entraîneur de basketball Yannick Gagné et l'enseignante en éducation physique Marie-Claude Tanguay ont pris l'initiative d'amasser des fonds afin de moderniser les installations de basketball du gymnase de l'école. Un projet qui a pris forme rapidement.

«Notre objectif était de 11 000 \$ et je pensais vraiment que ça prendrait au moins deux ans pour amasser cette somme. En trois mois, nous avons réussi à atteindre 16 000 \$ ce qui a permis d'avoir un tableau indicateur, des paniers modernes (glass board) un nouveau chariot et des nouveaux ballons et des nouveaux uniformes pour nos joueurs», explique avec enthousiasme l'entraîneur de basketball de l'école.

Dès son arrivée dans l'institution scolaire il y a trois ans, Gagné savait déjà ce qu'il voulait faire pour le programme de basketball.

«Je travaillais dans une école de la haute-ville auparavant et j'avais déjà entendu des joueurs mentionner qu'il ne voulait pas venir jouer ici parce que le gymnase était sale. Cela m'avait fait beaucoup de peine puisque je viens de Saint-Sauveur. Dès que j'ai pu, je suis venu travailler ici et je voulais changer la situation. Je sais qu'on est situé dans un milieu défavorisé, mais j'étais convaincu qu'on serait au moins capable d'avoir un gymnase où on serait fier d'y jouer.»

Carte blanche

Gagné parle de son projet à la directrice de l'école, Mylène Desbiens, qui est immédiatement emballée par l'idée.

«Je n'aurais pas pu réaliser ce projet sans l'appui inconditionnel de la direction. Je n'étais pas tout seul puisque Marie-Claude Tanguay a été celle qui a fait l'achat de tout le matériel et m'a épaulé jusqu'à la fin. J'ai

vraiment senti l'appui de la communauté et il y a plusieurs commerces du quartier qui ont embarqué financièrement dans le projet», précise l'entraîneur qui n'a pas compté ses heures dans la réalisation de ce tour de force.

Pour la directrice, cette initiative produite par son école était la solution idéale pour régler ce problème d'infrastructure.

«On a fait une demande à notre centre de services scolaire, mais je connaissais déjà la réponse en raison du budget très serré. Une école peut prendre ce genre d'initiative et il faut mentionner que l'école Sacré-Cœur utilise également nos installations pour son équipe de basketball. C'était vraiment le bon temps de le faire, notre entraîneur devait demander aux jeunes de ne pas faire de dunks parce que les paniers étaient en mauvais état.»

Grand sentiment de fierté

Utilisant maintenant les nouveaux paniers depuis quelques mois, Gagné assure que la réalisation de ce projet a amené un vent d'enthousiasme pour les Cavaliers de Marguerite-Bourgeoys.

«C'est certain que ma paye est le sourire de nos joueurs. On sent que les jeunes sont fiers de jouer dans notre gymnase et d'utiliser le même genre de panier que les universités possèdent. On possède une équipe mixte, mais c'est possible qu'on pense à débiter une équipe fille et une équipe gars dans le futur et même avoir une équipe pour les joueurs plus jeunes en troisième et quatrième année.»

Questionné s'il pensait que cette initiative devait être la solution pour d'autres écoles dans la même situation, Gagné a réfléchi un instant avant de répondre.

«Je ne peux pas répondre à cette question, tout ce que je peux dire c'est que j'ai fait ce que je pensais être le mieux pour le bien des jeunes et pour notre école.»

Belle générosité

C'est un total de 15 donateurs qui ont participé financièrement à l'amélioration des installations de basketball du gymnase de l'école. Voici les principaux donateurs.

- Fondation Bob Bissonnette
- Caisse Desjardins de Québec
- Les Chevaliers de Colomb
- Jonathan Julien
- Boucherie Samson & Fils
- L'Intermarché Saint-Vallier
- Épicerie Métro Ferland Centre-Ville

Avec tout le succès de cette campagne de financement, Yannick Gagné souhaite continuer à amasser des fonds pour améliorer d'autres équipements de l'école. Ceux qui sont intéressés peuvent le contacter au 418 686-4040 poste 3672.

Marchand renvoie la balle au gouvernement pour la nouvelle école de Cap-Rouge

Par Émilie Pelletier, Le Soleil

Le maire Bruno Marchand refuse de prendre toute la chaleur pour les retards dans la construction d'une nouvelle école primaire à Cap-Rouge. Le gouvernement du Québec doit, lui aussi, chercher dans ses terrains disponibles pour dénouer l'impasse, presse-t-il.

«Dans l'entente avec les municipalités, le Québec s'est engagé à regarder ses propres terrains, parce qu'il y a un coût énorme pour les municipalités à fournir des terrains comme ça», a-t-il fait savoir lors de la séance du conseil municipal, mardi.

En réponse à une question écrite d'un citoyen, le maire de Québec a jugé bon de «corriger quelques faits», voulant que la Ville de Québec porte l'odieux des délais supplémentaires dans la construction d'une nouvelle école à l'ouest du territoire, dans le secteur Le Gendre.

Au fil de négociations pour la cession d'un terrain qu'il convoite, le Centre de services scolaire des Découvreurs n'est pas parvenu à s'entendre avec la Ville.

«Il y a eu des propositions faites par la Ville et on n'est pas arrivés à un terrain d'entente, donc ce n'est pas suite à la décision de la Ville qu'il y a un retard. C'est faute de trouver ensemble un terrain d'entente qui convient aux deux parties», a insisté Bruno Marchand.

Le quartier Cap-Rouge demeure à la merci du développement potentiel d'un futur réseau structurant. Le terrain à céder reste donc à être déterminé, en fonction des décisions à être rendues par le gouvernement du Québec en juin prochain sur le sort du tramway.

«Envoyer des enfants dans un champ sans savoir comment ça va se développer, sans savoir comment ils vont pouvoir se déplacer, sans s'assurer de leur sécurité dans les déplacements, sans leur permettre de la mobilité

active, ce n'est pas mettre une école à un bon endroit», tranche le maire.

Au gouvernement de faire sa part

Au-delà de la Ville, croit-il, le gouvernement du Québec a lui aussi sa part à assumer pour accélérer le chantier de la nouvelle école primaire, dont l'ouverture projetée a dû être retardée à 2028.

Le projet de loi 40 prévoit certes «une obligation pour les municipalités de céder à titre gratuit des terrains aux centres de services scolaires», mais le nouveau pacte fiscal vient changer la donne.

La déclaration de réciprocité récemment signée entre Québec et les municipalités prévoit que ces dernières participent «au processus d'identification des terrains et des bâtiments pour répondre aux besoins scolaires».

Or, le gouvernement provincial, lui, doit «prioriser l'utilisation de [ses] terrains et [ses] bâtiments excédentaires répondant au besoin, en lieu et place d'une cession de terrain. L'échange de terrains et de bâtiments entre le gouvernement et les gouvernements de proximité sera privilégié comme alternative lorsque cette utilisation n'est pas possible», peut-on lire.

À lui de respecter l'entente, réclame le maire de Québec et de regarder «dans ses terrains disponibles aussi ce qu'il peut faire et faire en sorte d'économiser à la municipalité des coûts inutiles».

ICI  RADIO-CANADA

Des cours retardés par la présence de monoxyde de carbone à Rouyn-Noranda

RADIO-CANADA

Le début des cours a été retardé par la présence de monoxyde de carbone au Centre polymétier de l'école La Source de Rouyn-Noranda jeudi matin. Les pompiers et des employés d'Énergir se sont rendus sur les lieux.

La direction a publié un message sur les réseaux sociaux après l'arrivée des pompiers et d'employés d'Énergir, indiquant qu'une fuite de monoxyde de carbone avait été détectée dans le bâtiment.

Le directeur du service incendie de Rouyn-Noranda, Stéphane Royer, indique que la surchauffe de la batterie d'un appareil élévateur aurait causé des émanations de monoxyde de carbone. La ventilation des lieux permettra d'évacuer le gaz.

L'intervention a eu lieu avant le début des cours de l'école secondaire et au Centre polymétier.

La direction demandait aux élèves d'attendre les consignes avant d'entrer dans les bâtiments. L'école a pu rouvrir quelques minutes plus tard.

ICI  RADIO-CANADA

Connaître le trouble du spectre de l'autisme par la réalité virtuelle

RADIO-CANADA

L'école primaire Le Roseau, à Chicoutimi-Nord, a fait vivre une expérience sensorielle hors du commun à ses élèves de la 3e à la 6e année. Ils ont pu se mettre dans la peau d'une personne qui vit avec le trouble du spectre de l'autisme (TSA) grâce à des lunettes de réalité virtuelle.

Cette activité leur a permis de mieux saisir les réactions de certains de leurs camarades de classe qui composent avec un TSA.

Dans ses lunettes de réalité virtuelle, Laurent Poitras entend un bébé qui pleure sans arrêt alors qu'une réceptionniste sans expression lui donne une consigne.

Il faut trouver le numéro du bureau, mais tous les chiffres bougent et c'est vraiment dur. Mais quand tu as trouvé le numéro, bien il faut que tu ailles porter un document. Et là, la madame fait juste te crier après parce que tu ne le mets pas à la bonne place. Mais tu as de la misère à comprendre, a raconté l'élève de 5e année.

Cette école primaire accueille deux types de clientèle.

Ici, on est dans une école de quartier, dans le fond, et on a un service spécialisé, on a 43 élèves autistes. On a des classes spécialisées ou on a des classes seulement autistes et on a des élèves aussi qui sont intégrés dans nos classes du régulier, a expliqué la directrice de l'école Le Roseau, Julie Langevin.

Grâce à un comité

Le comité responsable du Mois de l'autisme de l'école Le Roseau a eu l'idée de faire vivre cette expérience aux élèves.

Il y a une application qui s'appelle *Être dans la peau d'un autiste* et les enfants pouvaient, sous supervision toujours, essayer et voir comment on peut se sentir si on est une personne autiste, a poursuivi Julie Langevin.

Ainsi, ces élèves peuvent saisir un peu plus quelle est la réalité de ceux qui vivent avec un TSA.

Que les TSA ne vivent pas pareil que nous, qu'ils ne voient plus les lumières en grand et que les audios, ils comprennent moins bien que nous, a partagé Edouard Langevin, un autre élève de 5e secondaire.

Les participants à l'expérience ont la chance de pouvoir retirer les casques. Les personnes atteintes du TSA doivent s'apaiser autrement.

Pour moi, c'est juste des personnes normales. Je ne remarque pas trop ça que c'est des TSA, mais c'est juste que ça va être plus compréhensible quand ils font des crises, a exprimé la jeune Romy Savard.

Les élèves de l'école Le Roseau vont célébrer la fin du mois de l'autisme le 30 avril avec une grande marche dans leur quartier.

ICI  RADIO-CANADA

La RCR à l'école a sauvé une vie à La Concorde de Senneterre

MARC-ANDRÉ LANDRY

Victime d'un arrêt cardiaque en plein cours d'éducation physique à Senneterre, Annabelle St-Pierre salue non seulement l'intervention rapide et efficace de ses sauveteurs mais aussi les cours de secourisme offerts dans son école.

Chanceuse dans sa malchance, c'est entre les mains de l'enseignant David Leblond que cette élève s'est retrouvée lors des événements de novembre 2022.

M. Leblond, qui forme ses élèves de 3e secondaire aux techniques de réanimation cardiorespiratoire (RCR) depuis près de 20 ans, a pu agir rapidement pour ramener Annabelle à la vie.

Elle a perdu connaissance après avoir reçu un coup à la tête et avoir chuté au sol, raconte-t-il. J'ai pu intervenir avec l'aide de membres du personnel. J'ai utilisé le défibrillateur cardiaque à deux reprises et on a eu la chance de la ramener. C'est un bel accomplissement et un beau travail d'équipe.

J'aime dire que c'est la troisième chose la plus importante que j'ai faite dans ma vie. J'ai eu ma femme, mes enfants, et j'ai sauvé la vie de quelqu'un. Ça n'a pas de prix de savoir qu'elle est encore là pour sa famille et qu'elle peut s'épanouir.

- David Leblond, enseignant au Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue

Elle-même fille de deux ambulanciers paramédicaux, Annabelle garde un lien précieux non seulement avec David Leblond mais aussi avec les membres du personnel Cheryl Chalifoux et Joanie Fillion, qui l'ont aidée ce jour-là.

C'est quand même bizarre que ça soit sur moi qu'il ait fallu utiliser les techniques que David [enseigne] dans ses cours, où mon père est souvent là pour l'aider, précise l'adolescente, qui avait 16 ans au moment des faits.

Annabelle St-Pierre ne garde aucun souvenir de l'intervention qui lui a sauvé la vie.

Je ne pensais jamais que ça allait m'arriver à moi, mais j'étais au bon endroit avec les bonnes personnes. Quand je les revois aujourd'hui, j'essaie de les remercier comme je peux. Mais il n'y pas de mots pour décrire la situation, ajoute Annabelle St-Pierre.

Apprendre les manœuvres

Éternellement reconnaissants de l'exploit réalisé par David Leblond pour sauver leur fille, Serge St-Pierre et Karine Ricard sont bien placés pour comprendre l'importance de la formation en secourisme dispensée à l'école La Concorde.

Tout s'est déroulé comme une belle valse, dit M. St-Pierre de façon imagée. Annabelle s'est retrouvée avec des personnes qui savaient réagir grâce à leur formation, sinon elle n'en serait pas sortie vivante. Ça fait plusieurs années que je souhaite que le ministère statue pour la formation RCR dans les écoles. Quand David m'a approché avec son projet, je lui ai dit que ça serait la plus belle chose à faire pour les élèves et leurs parents.

Bien souvent, ça arrive dans la population et personne ne réagit. Avec les cours, les jeunes seront capables de réagir. Même si ce n'est pas parfait, ça peut nous permettre de sauver plus de gens. Grâce à ces cours, des héros, on en a partout en ville.

- Serge St-Pierre, ambulancier paramédical et père d'Annabelle

C'est avec cette vision que David Leblond a monté son programme avec l'appui de la Fondation ACT.

On m'avait proposé de devenir formateur en secourisme lors d'un congrès d'enseignants et ça m'avait toujours intéressé depuis que j'étais jeune, parce que j'avais perdu des gens autour de moi [qui avaient] des problèmes cardiaques, raconte-t-il.

L'école La Concorde dispose maintenant de mannequins et de défibrillateurs de formation qui permettent d'enseigner les techniques lors des cours.

Je voulais que ma ville soit plus sécuritaire. Les statistiques démontrent qu'une personne sur deux va arriver dans la vie face à une situation de RCR. Je dis aux jeunes : "Si ce n'est pas à ton meilleur ami, c'est l'autre à côté." Dans 75 % des cas, ça survient en contexte familial. Ça donne un sens à tout ça. Disons qu'avec ce qui s'est passé à l'école, je n'ai plus besoin de parler de l'importance de ces cours aux élèves. On a sauvé quelqu'un dans leur école : ça aurait pu être eux, dit-il.

Aujourd'hui étudiante au cégep à Val-d'Or, Annabelle St-Pierre essaie de vivre sa vie normalement, malgré l'implantation d'un défibrillateur sous-cutané et la prise de médicaments pour son arythmie.

Mon mental va bien et c'est sûr que j'essaie d'éviter les sports où il pourrait y avoir des contacts. Je suis bien ouverte à en parler, mais j'essaie aussi de tourner la page, autant pour moi que pour les autres. Je ne veux pas être juste la fille qui était morte à cause de son arythmie. Mais c'est sûr qu'aujourd'hui, je recommande à tout le monde de suivre ses cours de RCR. Tu ne sais jamais à qui ça va arriver.

English school boards allowed to communicate in English: judge

ANDY RIGA

A Quebec Superior Court judge has ruled that some parts of Bill 101 will not apply to English school boards until a legal challenge of the provisions winds its way through the courts.

The decision lifted parts of the Charter of the French Language that required English school boards to write exclusively in French when communicating with other English-speaking community organizations, including the Quebec English School Boards Association and the English Parents' Committee Association of Quebec.

"This is a significant win," said Joe Ortona, chair of the English Montreal School Board (EMBS), which filed a motion requesting

the suspension in November.

"While we offer rich programming in French in our schools and are committed to ensuring our students have strong French-language capabilities so that they can live and work in Quebec, it is important to emphasize that we are an English-language school board and a key institution of the English-speaking community."

Justice Suzanne Courchesne's 38-page decision, dated April 10, means that for now, six articles of the charter, commonly known as Bill 101, will not apply to English boards, "with the exception of situations where the partner or contractor of the (board) requires the use of the official language."

The articles in question refer to communication, contracts and the

provision of services.

The suspension will stand until the courts decide on the merits of the EMBS's challenge of Bill 96, the Legault government's wide-ranging revamp of the charter.

In November, Ortona said under the law, the principal of an English school, for example, would have to write in French when reaching out to English-language arts teachers about a training workshop that will take place in English.

The Office québécois de la langue française dismissed the EMBS's concerns, saying Bill 96 did not change rules regarding the language of communication for boards.

ariga@postmedia.com



Sports

La tournée Nutri-Tennis pour favoriser les saines habitudes de vie chez les jeunes

Par Myriam Arsenault, Initiative de journalisme local

La tournée Nutri-Tennis, organisée conjointement par Tennis Québec et Éducation Nutrition, fait quelques arrêts dans des écoles primaires du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Au menu : ateliers sur la nutrition pour deux classes chanceuses, ainsi que les enseignants et les éducateurs et éducatrices du service de garde, en plus de cours d'initiation au tennis pour tous les élèves.

Née d'une initiative commune entre Tennis Québec et Éducation Nutrition, la tournée se déplace dans la province depuis 13 ans. Cette année, dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, elle compte quatre arrêts, soit un à l'école Bois-Joli de Shipshaw mardi, Au Millénaire mercredi, à Félix-Antoine-Savard à Chicoutimi jeudi et à Jean XXIII de Métabetchouan-Lac-à-la-Croix vendredi.

Au passage du *Quotidien* à l'école Au Millénaire de La Baie, les jeunes recevaient un atelier de tennis adapté à leur niveau. Le terrain était aux dimensions plus limitées qu'à l'habitude, les balles changées pour des balles en mousse. Le but, encourager les échanges, ce qui aide les participants à apprécier le jeu davantage, celui qui est souvent bien difficile chez les débutants.

Le tennis est un sport plutôt accessible dans la région, alors qu'on y retrouve plusieurs terrains libres d'accès. Mais, une attention est également portée afin que les jeunes apprennent des exercices à faire seuls avec une balle et une raquette, un mur, mais aussi en équipe de 4 et de 8, dans le but de pouvoir le pratiquer n'importe où. Des guides sont d'ailleurs remis aux enseignants en éducation pour qu'ils puissent offrir des activités d'intégration dans le cadre de leurs cours.

«On veut encourager les saines habitudes de vie. Si on est capables d'accrocher les élèves au tennis à l'école, peut-être qu'ils seront intéressés à le pratiquer dans des parcs et ainsi de suite, jusqu'à ce qu'ils développent une passion pour le sport», explique d'entrée de jeu Marc-Olivier Lavallée, entraîneur-animateur pour la Tournée Nutri-Québec 2024 de Tennis Québec et Éducation Nutrition.

Depuis son arrivée au Saguenay-Lac-Saint-Jean, le responsable est très heureux du déroulement des

activités. «Ça se passe super bien. Je suis dans la région depuis mardi et l'accueil que nous recevons dans les écoles et la réponse des élèves, il n'y a que du positif», continue celui qui est impliqué dans la tournée depuis une troisième année.

Pour l'enseignant en éducation physique de l'école, Maxime Savard, la tournée est très bénéfique pour les jeunes. L'activité rejoint directement les valeurs de l'école, qui encourage les saines habitudes de vie et une bonne nutrition notamment avec sa serre et sa cuisine. Les élèves avaient récemment fait du pickleball dans le cadre de leurs cours et étaient donc prêts à s'attaquer à un sport un peu plus difficile. L'enseignant est persuadé que cela peut leur donner la pizûre pour la discipline.

Nutrition

La tournée a aussi tout un volet axé sur la nutrition, proposé d'une part aux élèves, mais également au personnel clé de l'école.

«On touche aux intervenants, pas seulement aux enfants, parce qu'on veut que ce soit des interventions qui soient durables, qui vont pouvoir se perpétuer avec les acteurs comme les enseignants et les éducateurs et éducatrices du service de garde. Ils pourront répéter tout ça d'année en année et comme ça, ça aura beaucoup plus d'impact», explique Alexia Serli, nutritionniste, qui sillonnera la province afin de visiter la quarantaine d'écoles sélectionnées cette année.

Le matin, Mme Serli propose un atelier au personnel du service de garde où elle présente les outils disponibles gratuitement sur le site d'Éducation Nutrition, suivi d'une séance d'informations express avec le personnel de l'école. En après-midi, des classes choisies avaient une activité interactive où il faut bouger pour répondre aux

différentes questions sur l'Éducation Nutrition et la nutrition.

À l'école Au Millénaire, ce sont des élèves de 3e et de 6e année qui avaient été rencontrés. «Je trouve que c'est super important de transmettre dès l'enfance des habitudes de vie qui sont saines qui peuvent perdurer jusqu'à l'âge adulte. On sait que c'est à cet âge-là que les habitudes commencent à se développer, donc

pourquoi pas donner ces bases-là à l'école, un milieu super influent que les enfants côtoient au quotidien ?», soutient la nutritionniste.

La tournée visitera au cours des prochaines semaines la Gaspésie, l'Abitibi-Témiscamingue ainsi que la Capitale-Nationale, pour n'en nommer que quelques-uns. En tout, ce sont plus de 100 000 élèves qui auront eu des activités de la Tournée depuis ses débuts.



Cinq lauréats récompensés au gala local Défi OSEntreprendre

MEGAN CHAMPAGNE mchampagne@canadafrancais.com

Le gala de l'échelon local du 26^e Défi OSEntreprendre a permis de récompenser cinq entreprises de la région le 4 avril dernier. Certaines d'entre elles représenteront le Haut-Richelieu lors du gala régional qui se déroulera le 25 avril à Longueuil.

Le Défi OSEntreprendre vise à faire rayonner des initiatives entrepreneuriales récemment lancées ou en voie de l'être, partout à travers le Québec. Dans le Haut-Richelieu, quatre entreprises locales se sont démarquées dans le volet Création d'entreprise, et une autre dans le volet Faire affaire ensemble.

LAURÉATS

Pour ce qui est du volet Création d'entreprise, celle qui a remporté les honneurs dans la catégorie Commerce est l'entreprise Une à la fois. Fondée par Joël Dandurand, participant de la première saison de l'émission *Survivor Québec*, l'entreprise offre une variété de casse-tête en bois qui stimulent l'imagination et l'esprit des amateurs.

Le centre sportif Parc Ékilib, un espace permettant de pratiquer les disciplines du Parkour et du Ninja Warrior, a quant à lui obtenu un prix dans la catégorie Services aux individus.

Dans la catégorie Services aux entreprises, c'est Yack Sécurité qui a été récompensée. Cette entreprise propose divers services à sa clientèle afin qu'elle puisse repenser son infrastructure et trouver des solutions innovantes pour augmenter son niveau de cybersécurité.

HibisFresh a pour sa part obtenu un prix dans la catégorie Exploitation, transformation, production. L'entreprise conçoit des jus énergisants à partir d'ingrédients naturels et biologiques, sans conservatif ni additif.

AUTRES

Maïkana - Intervention par l'aventure a remporté les honneurs dans le volet Faire affaire ensemble. Ce volet souligne les efforts des organisations qui se démarquent par leurs orientations claires en matière d'approvisionnement, la progression de leurs pratiques et leurs impacts socioéconomiques dans leur communauté. Maïkana offre des séances d'intervention en santé mentale et des expériences d'apprentissage à travers des programmes d'aventure axés sur le développement personnel et professionnel.

Une autre entreprise a également reçu un prix Coup de coeur. Il s'agit d'Anomia Films qui se spécialise dans la production vidéo.

SCOLAIRE

Un volet scolaire fait aussi rayonner les initiatives entrepreneuriales d'étudiants, allant du primaire jusqu'à l'université. Dans la région, plusieurs écoles ont été récompensées pour des projets. L'école Saint-Eugène a remporté un prix dans la catégorie Primaire 3^e cycle pour son projet Un service pour un sourire.

Dans la catégorie Secondaire 1^{er} cycle, la polyvalente Chanoine-Armand-Racicot a remporté les honneurs pour le projet Les sacs à snack. La polyvalente

Marcel-Landry a aussi été récompensée dans la catégorie Adaptation scolaire - Secondaire et Éducation aux adultes pour le projet Le frigo de Marcel.

SOIRÉE

La remise des prix aux lauréats s'est déroulée le 4 avril dernier dans les locaux de Faire Valoir, à Saint-Jean-sur-Richelieu, en présence d'une cinquantaine de personnes.

Le gala régional se tiendra quant à lui le 25 avril au Dock 619 à Longueuil.

FRANCAIS

Obligation de céder un terrain : « là où le bât blesse »

Mirabelle Kelly MD FRCPC, Microbiologiste-infectiologue avec une expertise en zoonoses émergentes, Granby

« Là où le bat blesse ». Cette expression du Moyen Âge fait référence aux bâtts qu'on mettait sur le dos des mulets pour y déposer une charge. Si le bât était trop serré ou la charge trop lourde, cela blessait l'animal, causant des plaies qui le faisait souffrir. On utilise encore l'expression aujourd'hui pour désigner le point faible, l'élément qui cause un tort.

C'est cette expression aussi qu'a utilisée la mairesse de Saint-Jean-sur-Richelieu lors de la dernière séance du conseil municipal qui a attiré de nombreux citoyens venus manifester leur désaccord, leur peine, leur incompréhension devant la décision de céder au Centre de services scolaire local une partie d'un boisé précieux (le Boisé des Colibris) qu'on croyait protégé, afin d'y construire une nouvelle école primaire.

Eh oui, vous avez bien lu. En ces temps incertains de réchauffement climatique et de crise de la biodiversité, alors qu'on apprend aux enfants l'importance de préserver nos milieux naturels, on détruit, on rétrécit encore plus la présence de ceux-ci afin de leur construire une école supposément « verte ». La Municipalité n'a pas le choix, dit la mairesse, "on nous oblige de céder un terrain et c'est là que le bât blesse". Pourtant, telles les mules chargées du poids des décisions des générations précédentes, ce sont nos enfants qui souffriront des conséquences.

Quelle est donc la solution pour résoudre cette impasse qui oppose les besoins des municipalités aux limites environnementales? Je ne suis ni urbaniste ni gestionnaire, mais je suis une simple médecin confrontée depuis une dizaine d'années à

l'émergence de certaines maladies nouvelles qui sont des conséquences directes du réchauffement, du fractionnement des habitats et de la perte de la biodiversité: la maladie de Lyme et l'anaplasmose.

Ces maladies, en plus d'affecter la santé des gens, sont un symptôme, un signe, un avertissement des bouleversements rapides encore plus importants qui nous guettent. Nous devons mettre en place le plus d'outils possible afin de permettre à nos enfants d'être résilients devant ce qui s'annonce. Évidemment très préoccupée par ce que ma fonction m'amène à être témoin, j'ose vous proposer quelques idées:

Dans un article récent publié dans *Lancet Planetary Health*, on expose le rôle des municipalités dans le respect des frontières planétaires, on mentionne que « les villes, en poursuivant un objectif de croissance, transgressent leurs frontières environnementales locales. Une transformation radicale est nécessaire afin de demeurer à l'intérieur d'un espace opérationnel sécuritaire pour l'humanité¹ ». Il faut donc repenser nos façons de faire, nos grilles décisionnelles, afin de mettre la qualité de l'environnement au coeur de nos décisions.

Nos cousins français ont développé le label international gratuit FAST-Infra, qui certifie la durabilité des projets d'infrastructures grâce à 14 critères: le premier étant la protection et la bonification de la biodiversité et la qualité des milieux naturels en limitant les impacts négatifs sur la biodiversité et les services écosystémiques tout en assurant la connectivité écologique. Ces grilles devront être rapidement intégrées par les organismes

collaborateurs telle la SQI (Société québécoise des infrastructures), qui soutient les municipalités dans le développement des infrastructures publiques - ceux-ci sont malheureusement très en retard quant à l'adoption de critères environnementaux stricts dans leurs choix de sites de construction.²

Une autre avenue pour résoudre les impasses environnementales est d'adopter une approche systématique de résolutions de problèmes³.

1- Reconnaître qu'il y a un problème et tenter de l'identifier le plus clairement possible, identifier les buts et les barrières; 2- Structurer le problème, tenter de trouver le plus d'informations possible pour mieux le comprendre. C'est une étape qui prend toute son importance en présence de situations complexes, telles que celle de l'impasse concernant le Boisé des Colibris. C'est une étape qui permet à tous les partenaires de comprendre les enjeux et de tenter de travailler ensemble pour trouver une solution; 3- Chercher des solutions: cette étape qui pourra inclure des séances de réflexion collective sera d'autant plus riche qu'elle inclura un large éventail d'opinions et de points de vue afin de bien définir les solutions potentielles. À la séance du conseil, les citoyens ont proposé d'inclure les enfants dans l'élaboration de solutions, quelle idée merveilleuse novatrice! Quelle opportunité de développer des citoyens engagés et responsables! Dans une pétition signée par 1800 citoyens, ceux-ci réclament une consultation publique, une étude d'impact et la possibilité de

participer au processus décisionnel étant donné les enjeux importants. Des leaders à l'écoute et au service des citoyens ne pourraient rester insensibles à cette demande plus que raisonnable! C'est une opportunité pour le conseil de briller en démontrant un leadership participatif devant une problématique complexe.

On pourra ensuite prendre la décision, l'implémenter et finalement obtenir de la rétroaction pour continuer à améliorer notre processus décisionnel.

Je désire souhaiter ténacité, courage, curiosité, ouverture d'esprit, empathie et optimisme aux élus et aux citoyens de Saint-Jean-sur-Richelieu dans cette prise de décision importante. Notre santé collective en dépend!

1. Kronenberg J. et al. *Cities, planetary boundaries and degrowth. Lancet Climate Change* Avril 2024
[https://www.thelancet.com/action/showPdf?pii=S2542-5196\(24\)00025-1](https://www.thelancet.com/action/showPdf?pii=S2542-5196(24)00025-1)

2. <https://www.lapresse.ca/actualites/2022-12-09/nouvelle-maison-des-aines-a-granby/on-a-arrache-un-poumon-a-la-ville.php>

3. Gale AP. et al. *On embracing the concept of becoming environmental problem solvers: the trainee perspective on key elements of success, essential skills, and mindset. Environmental Reviews* Mars 2022
<https://cdnsiencepub.com/doi/10.1139/er-2021-0040#sec-4>



Plus de la moitié des immeubles en mauvais état ou en très mauvais état

Des travaux estimés à 154,5 M\$ requis dans les bâtiments

DAVID FILLION dfillion@canadafrancais.com

D'après les inspections annuelles commandées par le gouvernement du Québec, il y a un important déficit dans le maintien des immeubles au Centre de services scolaire des Hautes-Rivières (CSSDHR) ainsi qu'au Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu. Ces entités cumulent à elles seules un déficit total d'environ 154,5 M\$, et plus de la moitié de leurs immeubles sont considérés en mauvais état ou en très mauvais état.

Pour l'ensemble de ses immeubles, qui ont une moyenne d'âge de 56 ans, le Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu a un déficit de maintien des actifs de 23,3 M\$, faisant de lui le 10^e cégep du Québec ayant le plus grand déficit. En parallèle, le Cégep de la Gaspésie et des Îles a un parc immobilier semblable, de 54 ans de moyenne d'âge, mais son déficit de maintien n'est que de 8,4 M\$. Cet établissement figure au 30^e rang sur 48 cégeps.

Au CSSDHR, les 55 immeubles répertoriés ont une moyenne d'âge de 54 ans, et le déficit du maintien des actifs atteint 131,2 M\$, plaçant le CSSDHR au 13^e rang des organismes scolaires les plus déficitaires en ce qui a trait à la maintenance d'infrastructures.

Par comparaison, le Centre de services scolaire des Chênes s'occupe de 54 bâtiments qui cumulent une moyenne d'âge de 55 ans. Il affiche un déficit de maintien de 65 M\$, soit un peu moins de la moitié que celui du CSSDHR, et se situe au 36^e rang sur un ensemble de 72 organismes scolaires répertoriés.

ÉVALUATION

Les barèmes d'évaluation que fixe le gouvernement du Québec permettent de voir l'état des infrastructures scolaires de la Belle Province, mais aussi le montant nécessaire à investir pour les mettre en bon état et en règle avec les normes en cours.

« Nous avons un processus d'inspection annuel, encadré par des critères ministériels, nous permettant d'obtenir un portrait de l'état de nos bâtiments et ainsi de planifier et de prioriser les travaux de réfection en conséquence », explique la conseillère en communication du CSSDHR, Marie-Ève Bellemare Tessier.

Le Cégep et le CSSDHR doivent ainsi participer à l'exercice gouvernemental de façon annuelle, mais ils doivent aussi décider où et comment investir les fonds octroyés.

LES CHOIX

Chaque centre de services scolaire, cégep et université est responsable d'investir là où se font sentir les besoins réels et immédiats de leurs infrastructures, mais, comme c'est le cas au Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu, cette tâche peut aller dans plusieurs sens à la fois.

« La priorité est accordée à la sécurité et à la mise aux normes du bâtiment. [...] Cependant, nous saisissons régulièrement l'occasion pour effectuer des améliorations plus larges lors de rénovations ou de modifications au bâtiment », détaille la directrice

adjointe du Service des communications et du recrutement étudiant du Cégep, Nadine Sabongui.

Mme Sabongui exprime que les administrateurs du Cégep doivent aussi considérer l'éventuelle croissance de la population étudiante et, puisque des efforts sont faits dans ce sens, il est normal de voir à la fois des bâtiments se faire construire et d'autres être rénovés ou simplement maintenus.

« Nous nous concentrons à la fois sur la maintenance régulière de nos actifs, telle que la réparation des petits dommages aux murs, le rafraîchissement de la peinture, l'entretien courant de la plomberie, ainsi que sur des projets plus conséquents, comme la réfection des chambres à la résidence ou la rénovation du salon des résidents », résume-t-elle.

INVESTISSEMENT CRUCIAL

Les infrastructures scolaires publiques du Haut-Richelieu demandent plusieurs attentions. Avec le niveau de vétusté actuel, «l'investissement continu du gouvernement est crucial pour assurer le maintien en bon état de nos actifs», admet Mme Sabongui.

Au CSSDHR, Mme Bellemare Tessier précise qu'une somme de 28,3 M\$ a été investie à la suite du processus d'inspection de l'année précédente. Un montant qui ne représente qu'un peu plus de 21% du montant total du déficit de maintien des actifs de l'organisation.

Au moment de mettre sous presse, il n'a pas été possible pour *Le Canada Français* de s'entretenir avec l'Association générale étudiante du Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu afin de recueillir des commentaires.

moi j'ose entreprendre!

Le Centre de services scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup félicite les lauréats locaux au Défi OSEntreprendre



Primaire - Adaptation scolaire : « Les petits élèves aux chandelles » (Laurie Dionne) de l'École Monseigneur-Boucher de Saint-Pascal.



Adaptation scolaire - Secondaire et Éducation des adultes : « Les tutoriels vidéos de la Fabrique ESCB » (Cynthia Bernier) de l'École secondaire Chanoine-Beaudet de Saint-Pascal.



Préscolaire : « Un don du cœur pour la St-Valentin » (Sandra Prasad) de l'École internationale St-François-Xavier de Rivière-du-Loup.



Primaire 1er cycle : « Simple comme bonjour! » (Caroline Dubé) de l'École internationale St-François-Xavier de Rivière-du-Loup.



Primaire 2e cycle : « L'écotothèque » (Émilie Beaulieu) de l'École Lanouette de Saint-Antoine.



Primaire 3e cycle : « La Lafontaine en chansons » (Katya Ouellet) de l'École Joly de Rivière-du-Loup.



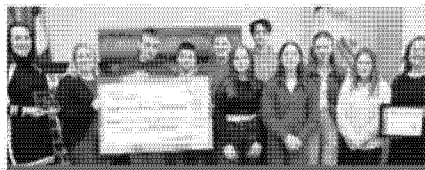
Primaire 3e cycle : « Les cuisiniers écocos » (Édith Soucy) de l'École Notre-Dame de Mont-Carmel.



Secondaire 1er cycle : « Jam'bois' le pas à Chanoine! » (Mélanie Lévesque) de l'École secondaire Chanoine-Beaudet de Saint-Pascal.



Secondaire 1er cycle : « Le garage est ouvert » (Noémie Lévesque) de l'École polyvalente La Pocatière.



Secondaire 2e cycle : « Événement Coup de cœur pour ma région » (Patrick Moïères) de l'École secondaire Chanoine-Beaudet de Saint-Pascal.

Problèmes d'infiltration d'eau au Stade Premier Tech de Rivière-du-Loup

AL > Ouvert officiellement en janvier 2016, le Stade Premier Tech est aux prises depuis plusieurs années avec des problèmes d'infiltration d'eau et de condensation dans le bâtiment. Dans un appel d'offres publié sur le Système électronique d'appels d'offres du gouvernement du Québec, il est possible d'apprendre que le Centre de services scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup veut mener une deuxième phase «des travaux d'enveloppe» afin de corriger des infiltrations d'eau par le mur et le toit.

Les offres des soumissionnaires devront aussi inclure l'ajout d'une échelle d'accès au toit avec une trappe et le remplacement des arrêts de neige. La gouttière de l'entrée principale devra aussi être changée. Le CSS demande également une correction de la condensation sur les murs intérieurs de l'aire de jeu. Selon des informations transmises par la directrice adjointe du CSS de Kamouraska-Rivière-du-Loup, Geneviève Soucy, les premières déficiences du bâtiment ont été observées quelques mois après la livraison du Stade Premier Tech, au printemps 2016.

Il s'agissait de condensation et d'infiltration dans le bâtiment. «À ce moment, des travaux palliatifs ont été réalisés, par l'entrepreneur et par le centre de services.» D'autres travaux ont été réalisés pendant l'année scolaire 2022-2023. Lors d'un règlement hors-cours intervenu récemment, une entente a été convenue entre l'entrepreneur et le CSS. Toujours selon Mme Soucy, les modalités de cette entente ne peuvent être dévoilées pour des raisons légales.

Le Centre de services scolaire a pris la décision de remédier aux déficiences du bâtiment de façon permanente en lançant cet appel d'offres. Ces travaux permettront par la bande de bonifier l'éclairage du Stade.

Rappelons que le Stade Premier Tech a nécessité un investissement de 6 M\$. Ce montant a été financé à parts égales entre la Commission scolaire (à l'époque) et la Ville de Rivière-du-Loup. Le contrat de construction avait été confié à l'entreprise Kamco Construction inc. de La Pocatière. Contacté par Info Dimanche, le président directeur général de l'entreprise s'est abstenu de commenter ce dossier.

Deux étudiants provoquent un important déploiement policier à Matane

TRAVAIL POLICIER - Deux étudiants ont provoqué un déploiement majeur des services d'urgence à l'école secondaire de Matane le mardi 9 avril dernier.

Dominique Fortier et Carollanne D'Astous Paquet |
dfortier@medialo.ca

« Des propos menaçants liés à l'utilisation d'une arme à feu lors d'une conversation entre deux étudiants à l'intérieur de l'école est à l'origine de l'intervention. Ces propos sont venus aux oreilles des membres du personnel. Ils ont agi rapidement pour déclencher le confinement préventif », explique le porte-parole de la Sûreté du Québec, Frédéric Deshaies.

Pendant plusieurs heures, les centaines d'étudiants ont été confinés dans les classes pendant que les policiers ont ratissé les quatre coins de l'école. Aucune personne n'a été blessée, mais les étudiants ont vécu une journée chargée en émotions, notamment parce que l'information arrivait au compte-goutte. Plusieurs se demandaient s'il s'agissait d'un exercice ou s'il y'avait une menace réelle.

Des ambulanciers, des policiers de Matane, Rimouski, Amqui et Sainte-Anne-des-Monts ont été déployés sur les lieux. De nombreux intervenants psychosociaux étaient aussi sur place ainsi que des membres de la Sécurité civile.

Un important périmètre de sécurité a été mis en place et chaque élève a été fouillé avant que les policiers les libèrent de leur confinement.

Les parents ont alors été appelés pour venir chercher leur enfant qui avaient été transférés à l'ancienne école Marie-Guyart.

Arme jouet

Parallèlement à l'intervention policière, une arme jouet a été saisie lors d'une perquisition menée à l'extérieur des murs de l'école. Deux étudiants ont été arrêtés puis relâchés sous plusieurs conditions. Puisqu'il s'agit de jeunes d'âge mineur, la loi empêche la Sûreté du Québec de donner davantage de détails sur ces conditions.

Le dossier a été soumis au Directeur des poursuites criminelles et pénales pour déterminer si des accusations formelles seront déposées et quelles en seraient la nature. Du côté policier, on indique que des patrouilleurs seront visibles aux alentours de l'école secondaire afin d'assurer une vigie et s'assurer de la sécurité des personnes qui sont à l'intérieur de l'établissement d'enseignement.

L'école a été rouverte dès le lendemain afin de permettre aux élèves de réintégrer rapidement les lieux après les événements. Des intervenants psychosociaux étaient disponibles pour soutenir les étudiants.

Au moment d'écrire ces lignes, on ignorait si les deux jeunes qui ont semé la panique allaient pouvoir réintégrer l'école. La question a été posée à la direction du Centre de services scolaire qui n'a toujours pas offert de réponse.

Semaine de l'action bénévole

De la soupe pour tous dans deux écoles de Saint-Calixte

Alimentation - Pour la deuxième année consécutive, plus de 450 élèves des écoles primaires Louis-Joseph Martel et La Gentiane, à Saint-Calixte, ont eu la chance de pouvoir consommer de la soupe qui leur était remise chaque semaine pendant la saison froide.

Antoine Peltier | apeltier@medialo.ca

Le projet, intitulé *À la soupe!*, est né d'une idée d'Annie Villemaire, éducatrice spécialisée depuis 31 ans. «J'ai vu passer l'appel de projets 100%. J'ai fait une demande et à notre grande surprise, on a été sélectionné», a-t-elle indiqué.

Ainsi, l'initiative de M^{me} Villemaire s'est fait octroyer un montant de 15000\$ par l'organisme M361, en collaboration avec le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ). «On s'est équipé de A à Z pour avoir une grosse cuisine

digne d'un restaurant», a raconté l'éducatrice spécialisée.

Participation des parents

Au cœur du projet se trouve un aspect de collaboration entre les parents et les enfants. L'an dernier, des bénévoles venaient aider M^{me} Villemaire à couper les légumes qui formeraient le potage.

« Des septembre, les enfants me redemandaient déjà s'ils auraient de la soupe cette année. »

— Annie Villemaire, éducatrice spécialisée

«C'était beaucoup de travail, parce qu'on a quand même 475 élèves, donc ça faisait beaucoup de légumes à couper. Une fois par semaine, tous les étudiants avaient un bol de soupe.»

Pour l'année scolaire 2023-2024, *À la soupe!* a quelque peu changé de formule. L'éducatrice du projet s'est associée à la Tablee des Chefs.

«Ils nous envoient des contenants de quatre litres; la soupe est déjà préparée. C'est merveilleux, parce qu'ils récupèrent les légumes non vendus dans les Soboy's, puis ce sont des jeunes qui les transforment ensuite en potages. Moi, je n'ai qu'à passer ma commande, et je reçois mes petits déjà tout prêts», a-t-elle détaillé.

Ce changement de formule a non seulement permis de faciliter le travail effectué, mais a aussi

permis de doubler la fréquence des services de soupe auprès des jeunes, qui, cet hiver, ont pu en manger deux fois par semaine au lieu d'une. Deux enseignantes de sixième année, Sophie Desrochers et Nancy Boulerice, ainsi que leurs étudiants se sont aussi joints au projet cette année afin de donner un coup de pouce, notamment en participant à la distribution des potages.

Valeur écologique

Dans l'optique d'intégrer une démarche zéro déchet, la créatrice d'*À la soupe!* cherche aussi à utiliser de la vaisselle réutilisable ou encore à recycler au maximum. « Je récupère tout. Par exemple, les toasts que les enfants n'ont pas mangé au Club des petits déjeuners sont transformés en croûtons. C'est incroyable, tout le monde adore ça », a-t-elle ajouté.

Au-delà de ses tâches

Pour Annie Villemaire, s'impliquer dans son milieu est de seconde nature. Depuis cinq ans, elle chapeaute entre autres les activités du Club des petits déjeuners, en plus de s'être occupée du projet *Ecollation* pendant deux ans, qui consistait à distribuer des collations de fruits et de légumes quotidiennement aux jeunes des écoles participantes.

« Je me suis toujours impliquée dans des activités autres que mes tâches en tant qu'éducatrice spécialisée. Je le fais tout d'abord pour répondre à un besoin alimentaire

chez les enfants. Il y a aussi l'aspect implication des parents dans nos écoles qui est super important », s'est-elle expliquée.

Comme l'a souligné l'éducatrice, ça permet aux gens de la communauté de créer des liens. En venant offrir leur temps dans le cadre du projet *À la soupe!*, des parents ont tissé des liens d'amitié, et c'est pour Annie Villemaire là où tout prend son sens, c'est ce qui ressort de ses nombreuses initiatives des dernières années, et c'est surtout ce qui la pousse à vouloir continuer.

« Même une dame qui n'a pas d'enfants vient m'aider aujourd'hui. »

- Annie Villemaire, éducatrice spécialisée

La Gogaille est inaugurée

Le Centre de services scolaire de Charlevoix et Avise Centre de formation Charlevoix ont inauguré le 11 avril le restaurant-école La Gogaille, à La Malbaie. Les 14 élèves au DEP en Cuisine ont maintenant accès à des équipements à la fine pointe de la technologie.

Lisianne Tremblay

ltremblay@lecharlevoisien.com



Pour ce faire, plus de 150 000 \$ ont été investis. Il n'y a pas eu de cohorte en cuisine depuis 2018-2019. Les élèves ont commencé leur formation le 30 octobre 2023. Ils termineront leur DEP en septembre.

« Les installations étaient de style très vieillot, cela faisait penser à une auberge dans la fin des années 1990. Tout a été refait : les planchers, l'espace de bar, l'îlot, les plafonds où

sont installées des caméras afin de permettre les cours à distance en plus du mobilier. On a aussi acheté un four Rational, qui coûte à lui seul 30 000 \$. On a investi près de 150 000 \$ pour tout refaire. Ce qu'on veut, c'est se rapprocher des besoins des entreprises », précise Shany Tremblay, directrice d'Avise.

La rénovation permet de procurer un environnement propice aux apprentissages, à la réussite et au développement du plein potentiel des élèves.

Le programme de DEP en cuisine répond aux exigences élevées des restaurateurs charlevoisiens.

En mars dernier, une nouvelle cohorte composée de cuisiniers et de chefs d'expérience a commencé le programme « Chef », où des maîtres de la gastronomie partageront leurs connaissances et leurs

techniques uniques avec les élèves, les préparant à devenir des chefs d'exception.

Le projet de rénovation a été réalisé grâce au soutien financier de la Caisse Desjardins de Charlevoix-Est, du Développement Social Intégré de Charlevoix et de la Commission des partenaires du marché du travail.

Collaboration de partenaires

La collaboration des partenaires associés à ce projet constitue un autre bel exemple de mobilisation de la communauté charlevoisienne, estime la directrice générale du Centre de services scolaire de Charlevoix, Martine Vallée.

« La Gogaille est maintenant adaptée aux nouvelles réalités de la formation professionnelle en cuisine, favorisant ainsi la motivation et la réussite des élèves. L'effet de renou-

veau représente bien l'effervescence qu'on vit ici. Depuis les cinq dernières années, l'équipe d'Avise a relevé des défis pour bonifier l'offre de formation. Plusieurs initiatives ont été proposées, dont l'offensive en construction et la formation en coiffure », souligne M^{me} Vallée.

« C'est très excitant de vivre la renaissance de notre restaurant-école qui a été en dormance pendant quelques années. Les cours de cuisine ont repris l'automne dernier et les commentaires reçus à ce jour sont positifs. Les élèves peuvent bénéficier d'équipements modernes pour apprendre un métier ou parfaire leurs connaissances, et ainsi contribuer à l'avenir de notre région », ajoute Shany Tremblay.

D'autres activités de formation seront proposées sous peu à La Gogaille, notamment grâce à l'ajout d'une console pour la diffusion en ligne.

Défi OSEntreprendre : le milieu scolaire, un réel incubateur d'entrepreneurs

Sept projets d'établissements primaires, secondaires et de la formation professionnelle du Centre de services scolaire de Saint-Hyacinthe (CSSSH) figurent parmi les gagnants de la finale locale du Défi OSEntreprendre.

Au primaire, l'école Saint-André à Acton Vale l'a emporté au 1^{er} cycle avec son projet Lunch cool de Noël et au 2^e cycle avec celui d'OPNI +. Elle s'est aussi démarquée en adaptation scolaire grâce à ses bonbonnières d'Halloween. L'école Saint-Marcel s'est

également distinguée au 2^e cycle avec son initiative Les pommes du partage. Au 3^e cycle, l'école Saint-Thomas-d'Aquin s'est illustrée avec son concept Petits et grands, prenons soin de nos émotions!

Au secondaire, la polyvalente Hyacinthe-Delorme a reçu les honneurs au 1^{er} cycle avec sa radio étudiante CPHD. Du côté de l'adaptation scolaire et de l'éducation des adultes, la polyvalente Robert-Ouimet à Acton Vale a mérité des éloges pour le projet En vouLAITUE une?.

Une autre initiative s'est démarquée par son originalité et a reçu la mention Coup de cœur du jury. Il s'agit du projet Les pains du partage de l'école Larocque à Saint-Hyacinthe.

Le 25 mars, un jury local composé de six personnes a procédé à la délibération pour désigner les gagnants pour la première étape de sélection.

Parmi les membres du jury réunis par la responsable locale du Défi OSEntreprendre

– volet scolaire, Catherine Breault, chargée de projets jeunesse d'Espace carrière, on trouvait Kathia Cool, du CSSSH, Noémie Derkzen, d'Espace carrière, Martine Normandeau, de la SADC Saint-Hyacinthe Acton, Annick Lefrançois, de la MRC d'Acton, Jérôme Farand, de Saint-Hyacinthe Technopole, et Vincent Mathieu, de la Chambre de commerce de la grande région de Saint-Hyacinthe.

Espace Carrière et le CSSSH ont tenu à rappeler le temps investi par le personnel scolaire pour mettre en œuvre les nombreux projets de qualité déposés. Selon eux, de tels projets permettent de faire vivre aux élèves de tous âges des expériences uniques et riches en apprentissages. Ils permettent également d'éveiller plusieurs qualités chez les élèves, notamment la persévérance, le leadership, l'autonomie, la créativité, la coopération et le sens de l'organisation.

La remise des prix régionaux se tiendra le 19 avril.

La culture des champignons insérée dans le cursus scolaire des étudiants du CRIFA

VINCENT CLICHE

vcliche@leprogres.net

ÉDUCATION. La culture de petits fruits et de légumes fait bien évidemment partie des enseignements livrés aux étudiants inscrits au programme de production horticole au Centre de formation professionnelle de Coaticook – CRIFA. Depuis quatre ans maintenant, un nouveau volet s'est ajouté à ce cursus, soit celui de la culture de champignons.

« C'est un peu une spécialité que notre programme s'est donnée, explique l'enseignant Charles Bureau Meunier. Ça ne fait pas nécessairement partie du cours, mais on a décidé de l'inclure parce qu'on se le faisait souvent demander. Les champignons représentent une culture en plein essor et il n'y a pas beaucoup

de formation sur le sujet. C'est comme un secret bien gardé. Nous, on veut le partager. »

Les producteurs maraîchers le confirmeront. Les champignons sont parfois les aliments qui partent le plus rapidement lors des marchés. Voilà pourquoi plusieurs souhaitent les ajouter à leurs récoltes. « Ça se marie bien à d'autres productions et aux horaires de récolte. C'est certain qu'il peut y avoir certaines espèces plus intéressantes que d'autres pour la mixité. Même chose pour ceux qui souhaitent se partir une champignonnière proprement dite. »

Lors de ce cours, les étudiants verront les méthodes de récolte de champignons sauvages à l'automne. En hiver, place à l'implantation en serres, puis, au printemps, on voit l'implantation extérieure. « Au total, ce ne sont que quelques jours au cours, précise M. Bureau Meunier. Pour ceux que ça intéresse, on peut

aller plus loin. On peut fournir les infrastructures et les équipements pour qu'ils puissent inoculer et propager le mycélium [appareil végétatif filamenteux à la base de nombreux champignons], pour ensuite repartir à la maison avec leur propre culture. »

Cette session, ils sont 18 à apprendre les différentes façons de récolter les champignons, que ce soit sur paille ou encore sur bûche. Ils verront neuf variétés, dont les très populaires pleurotes roses et en huître, le shiitaké et l'hydne hérisson.

PASSIONNÉ D'AGRICULTURE... ET D'ENSEIGNEMENT

Avant de faire le saut dans une salle de classe au Centre de formation professionnelle de Coaticook – CRIFA, Charles Bureau Meunier était propriétaire de la champignonnière Mycotrophe, dans la région de Frelishburg. Il y est d'ailleurs encore actionnaire.

« J'ai toujours eu un grand intérêt pour tout ce qui touche au domaine agricole, explique le principal intéressé. Je me suis spécialisé dans la culture de champignons pour des raisons stratégiques, économiques et de mise en marché.

J'ai donné plusieurs formations à ce sujet et j'aimais bien transmettre ma passion. »

Cet ancien étudiant du CRIFA a repris contact avec l'un de ses anciens enseignants lors d'une de ses livraisons. « Il m'avait dit qu'il y avait un poste ouvert à l'école. J'ai donc saisi cette opportunité. Enseigner me permet de toucher à tout ce que j'aime. C'est un poste qui est réellement enrichissant », conclut-il.

Les travaux ont débuté

GUILLAUME GERVAIS
GGERVAIS@GRAVITEMEDIA.COM

Le Centre de services scolaire des Grandes-Seigneuries (CSSDGS) annonce que l'école secondaire Jacques-Leber, à Saint-Constant, a obtenu l'approbation finale du gouvernement du Québec pour construire un nouveau bâtiment, soit un ajout de 731 nouvelles places. Les travaux ont débuté le 8 avril.

Ce nouvel édifice aura une capacité d'accueil de 1 276 élèves dès août 2026, selon l'échéancier préliminaire.

« Cette nouvelle construction, représentant un investissement de 219,2 M\$ de la part du ministère de l'Éducation, sera érigée à côté de l'école actuelle, permettant la continuité des activités habituelles pendant les travaux », a indiqué le CSSDGS par voie de communiqué, le 8 avril.

Le bâtiment sera construit directement sur le terrain sportif synthétique qui avait été inauguré en 2018. Le CSSDGS et la Ville ont procédé à de multiples analyses avant de choisir cette option finale.

« La solution retenue est la plus responsable pour les élèves et le personnel, de même qu'à l'égard des coûts, estime Kathlyn Morel, directrice générale du CSSDGS. Effectivement, elle maximise la sécurité de la communauté de l'école, assure la stabilité éducative des élèves et du personnel, diminue les délais de livraison et représente des économies de coûts de construction. Enfin,

elle tient aussi compte de la clientèle en forte croissance dans le secteur dans l'attente de la réalisation complète du projet. »

À cet effet, le gouvernement a accepté d'augmenter la compensation financière de 5,2 à 8,5 M\$ que recevra Saint-Constant pour céder le terrain et en construire de nouveaux dans le parc du Petit bonheur.

En mai, le maire Jean-Claude Boyer avait fait valoir au **Reflet** que les installations de loisirs de la Ville sont populaires et qu'il en fallait des neuves pour compenser le blocage temporaire. À lui seul, le terrain de soccer synthétique est utilisé par plus de 1 200 joueurs.

« [...] Soyez assurés que nous collaborons à diminuer les répercussions des travaux dans nos milieux de vie. En ce sens, l'accès aux infrastructures sportives et récréatives sera maintenu grâce à l'ouverture des deux nouveaux terrains de soccer synthétiques au Pôle culturel et sportif, a précisé le maire par voie de communiqué. Quant au tennis, quatre nouveaux terrains prendront place au parc du Petit bonheur, à l'automne. »

Québec a assuré que le terrain synthétique « sera reconstruit et bonifié à la fin du projet, à l'emplacement de l'école actuelle ».

« Bien que la balance des bénéfices et des inconvénients soit à l'avantage de cette solution, nous sommes conscients qu'elle implique une période où les infrastructures sportives et récréatives ne seront pas disponibles ou limitées, a expliqué Daniel Bouthillette, directeur général adjoint du

CSSDGS. C'est pourquoi le CSSDGS s'est entretenu sur une base régulière avec la Ville afin de pallier ces inconvénients. »

CONCEPTION-CONSTRUCTION

Le projet d'agrandissement devrait voir le jour plus rapidement, puisque son mode de réalisation sera une « conception-construction progressif » (CCP). Ces mesures d'accélération permettent d'identifier un consortium d'entrepreneurs et de professionnels qui planifie et réalise le projet plus rapidement. L'échéancier est également amélioré « grâce aux chevauchements de certaines étapes jusqu'à la livraison, tout en maintenant le niveau de qualité finale requis pour la livraison de l'ouvrage ».

« L'approche collaborative du CCP permet une conception et une planification avec l'ensemble des parties prenantes conduisant à une gestion optimisée des risques du projet, fait valoir le CSSDGS. Ce nouveau mode de réalisation collaboratif favorise même une qualité optimale grâce à la contribution, très tôt en amont du projet, de l'équipe unifiée entrepreneur-professionnels et à une implication accrue de l'équipe du CSSDGS. »

Artgate lawsuit climbs to \$2.4 million

By Chelsey St-Pierre
The Suburban

The lawsuit launched by parents against the Lester B. Pearson school board (LBPSB), known internationally as Artgate, has reached \$2.34 million with 13 parents joined in the legal action.

After nearly two months Martin B. DeBellefeuille, the lawyer representing all of the parents in the lawsuit, was electronically notified that the law firm Morency Avocats was appointed to the file, representing both the Lester B. Pearson School Board and the teacher Mario Perron.

"Two months is an excessive amount of time, when you think about it; to source out, then finally secure legal representation in a case that has drawn worldwide media attention, is really long in my opinion," Joel DeBellefeuille, one of the parents filing the lawsuit said. "It leaves room for some serious speculation. You have a school board deeply entrenched in an historical, never before seen copyright infringement case in Quebec, let alone in the history of all Commonwealth countries and it took them two months to find a lawyer?"

On February 8, second-year high school students from Westwood Junior

High School discovered the sale of their artwork assigned to them as a school project by their teacher Mario Perron. Students were previously advised by their teacher that the project entitled "creepy portraits" was a mandatory assignment. In total, the works of 96 students was discovered online for sale, allegedly listed by Perron with print on demand options such as wall art prints, face masks, men and woman's apparel, mugs, greeting cards and stationary.

Parents who reached out to the school's principal and the school board were met with a non-apologetic silence and the teacher continued to contact students by e-mail assigning art projects. While refusing to have a discussion with parents, the school's principal also called down students related to the issue to her office to question them, without informing parents.

The parents suing for copyright infringements and moral damages demanded that the artwork listed without their permission or the knowledge of its creators until it was discovered be removed immediately and demanded an apology.

"So far, no apology," DeBellefeuille told *The Suburban*. ■■

Confinement dans les écoles: prévenir plutôt que guérir

À la suite des confinements préventifs survenus dans deux écoles lavalloises à trois reprises au cours des dernières semaines, les parents de la région réclament davantage de prévention en matière d'événements dangereux dans les établissements scolaires.



CORINNE PRINCE

Initiative de Journalisme Loca

Le mardi 26 mars et le mercredi 3 avril des milliers d'élèves lavallois étaient confinés en classe en raison d'appels menaçants rapportés par le Service de police de Laval (SPL).

Après l'enquête du SPL, quatre mineurs impliqués dans ces événements ont été arrêtés.

« [Les événements nécessitant un confinement] s'en viennent de plus en plus fréquents, constatait une maman à l'extérieur du périmètre de sécurité érigé autour de l'école secondaire Poly-Jeunesse alors que son fils était confiné. Les jeunes de nos jours commencent à jouer rock 'n' roll. C'est sûr qu'on va en voir de plus en plus. »

Malheureusement, le dernier mois semble lui donner raison.

Projet pilote

Actuellement, les seuls exercices étant effectués de façon régulière dans les écoles concernent l'évacuation en cas d'incendie.

Alarmés par les événements des dernières semaines, plusieurs parents demandent que des procédures soient implantées dans les écoles de Laval afin que tous soient préparés à d'autres événements de nature dangereuse, comme une alerte à la bombe ou un tireur actif.

En 2022-2023, le Centre de services scolaire de Laval (CSSL) a démarré un projet pilote où les élèves de quatre de ses établissements scolaires ont vécu un exercice de confinement barricadé en compagnie de leur enseignant, soit les Explorateurs (Vimont), Saint-Paul (Chomedey), L'Odyssee-des-Jeunes (Vimont) et le Centre de formation le Tremplin (Sainte-Rose).

« L'expérience s'est avérée concluante et a permis de préciser certains éléments qui serviront à la suite du déploiement du projet prévu cette année », indique Annie Goyette, directrice adjointe au bureau des communications du CSSL.

D'ici la fin de l'année scolaire, l'ensemble des établissements du CSSL devrait avoir réalisé un premier exercice de confinement barricadé. Cet exercice serait reproduit annuellement dans le futur.

La directrice adjointe a également précisé que le confinement barricadé est une

« mesure mise en place aussitôt qu'il y a apparition de menace dans le milieu », et ce, peu importe le type de menace.

« Je suis d'accord [avec cette mesure] et je trouve ça intéressant, a déclaré la mère d'un élève de Poly-Jeunesse. Je pense quand même qu'il devrait y avoir une table avec les différents partenaires pour préparer un protocole avec des personnes ressources claires. »

Travaillant dans le domaine de la santé, la maman propose aussi la mise en place d'une « équipe de mesures d'urgence » afin d'assurer une prise en charge efficace lors de situations similaires.

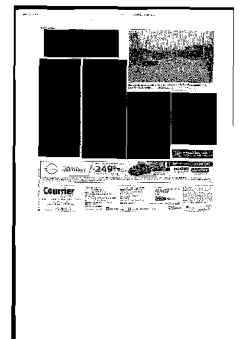
« Je suis insatisfaite du suivi du CSSL, poursuit-elle. Aucun suivi après l'incident. Informations incomplètes dans les courriels de l'école le jour même. Mauvaise coordination de l'évacuation. [Lors du confinement], les policiers m'ont dit que l'école en était responsable, mais les enseignants à l'intérieur me disaient que les policiers étaient en charge. Personne en autorité sur place. J'ai dû entrer quand même et chercher mon fils dans la foule. »

Suivi

Plusieurs Lavallois.es inquiets prévoient se présenter et témoigner lors de la prochaine séance du Comité de parents, qui aura lieu le lundi 15 avril, de 19 h à 22 h.

Certains parents ont aussi communiqué avec le CSSL afin de transmettre leurs commentaires et recommandations en lien avec ces événements.

Un représentant du Centre a confirmé à une maman de l'école Poly-Jeunesse que ses commentaires seraient pris en compte lors d'une rencontre post mortem en ligne avec les partenaires impliqués.



PREMIERE PHASE DE TRAVAUX DE LA PISCINE

DOMINIQUE JUTRAS
journaliste@leradar.qc.ca

Un contrat de 1,6 million de dollars a été octroyé à Construction des Îles par le Centre de services scolaire des Îles (CSSI) pour réaliser la première phase de travaux majeurs de la piscine régionale. C'est ce qui a été annoncé lors de la dernière séance du conseil qui s'est tenue le 3 avril.

« On n'a pas encore de nouvelles de notre demande de subvention. On devrait en avoir au mois de juin. Mais la réfection de l'unité de ventilation et de la toiture était devenue urgente. L'automne dernier, on a eu deux bris du système de ventilation qui a forcé la fermeture de la piscine. On a réussi à réparer, mais ça indique qu'il y a une gestion de risque. C'est quand même la seule piscine sur le territoire », explique Brigitte Aucoin, directrice générale du CSSI.

Celle-ci mentionne que le revêtement de la toiture a subi un bris important l'automne dernier lors d'une tempête de vent. « On a été obligé de rapiécer cela temporairement, alors c'est sûr qu'on ne peut pas passer une année encore sans faire de travaux. »

Le CSSI est allé en appel d'offres et a reçu trois soumissions. Constructions des Îles a obtenu le contrat pour un million six-cent-dix-neuf dollars plus taxes. Comme il faut prévoir un délai de plusieurs semaines pour recevoir la commande de l'unité de ventilation, on voulait procéder rapidement à l'octroi du contrat pour que les travaux puissent être faits cet été. Compte tenu que la piscine ferme à la fin juin, on pense que ceux-ci pourraient s'étirer jusqu'en septembre ou octobre avant qu'on puisse réouvrir. La Municipalité a été avisée », poursuit M^{me} Aucoin.

Les fonds proviennent des enveloppements de travaux majeurs. « Ces travaux faisaient partie de la demande de subvention de 4 M\$, mais il y a bien d'autres travaux à effectuer, on travaille en collaboration avec la Municipalité sur ce dossier. On attend avec impatience la réponse pour notre demande de subvention. On sait qu'il y a beaucoup de demandes à la grandeur du Québec, on demeure confiant. »

NOMINATIONS

Le secrétaire général, Donald Chiasson, qui est en retraite progressive pour les trois derniers mois de l'année scolaire, est remplacé par Isabelle Gilbert. Une nouvelle administratrice a joint le conseil, Karine Vigneau. C'est Amélie Farrah, parent, qui a pris le siège de présidente après le départ de Joël Cummings.

Sur les cinq sièges parents au conseil, quatre sont toujours vacants. « Maintenant les règles font en sorte qu'on peut combler la vice-présidence par un autre administrateur sans être obligatoirement un parent. Ça peut être un employé ou un membre de la communauté. C'est

Nathael Ouellet Miousse, enseignant, qui siège maintenant comme vice-président au conseil. »

Selon M^{me} Aucoin, cela demeure un défi de combler les sièges parents. « Les critères demeurent les mêmes, les parents doivent siéger d'abord au conseil d'établissement et au comité de parents. Cette année, il y avait plusieurs nouvelles personnes sur le comité qui souhaitent prendre de l'expérience avant de s'embarquer au conseil d'administration. En octobre, quand on va renouveler les membres du comité de parents, ils pourraient décider de faire le saut. Mais c'est une réalité qui est assez lourde, on en convient. »

La directrice des ressources financières, de l'approvisionnement et du transport scolaire, Danielle Gallant, a pris récemment sa retraite. Après un affichage de poste et un processus d'embauche, le nouveau directeur des ressources financières, Dominik Arseneau, est entré en fonction. « Il a une belle feuille de route comme gestionnaire, entre autres à la CTMA, et avec un bagage en administration. On est bien content de l'accueillir parmi nous », mentionne Brigitte Aucoin.

La directrice a tenu à souligner les performances de tous les élèves dans les compétitions sportives et dans les événements culturels. « Ça foisonne d'activités tant au niveau local, régional que provincial. »

Rappelons que la finale régionale de Secondaire en spectacle, à laquelle participent Méliha Bourque, Charlotte Hubert, Noémie Leblanc, Florence Noël, Léonie Noël et Romy Sumarah, aura lieu à Paspébiac en fin de semaine.

Communiqué (s)

Emploi et scolarité : des écarts parlants chez les jeunes placés sous les services de la protection de la jeunesse au Québec

19 avril 2024, 05 h 15

Publié par : Institut national de la recherche scientifique ([https://www.quebec.ca/nouvelles/rechercher?tx_solr\[filter\]\[\]=mo:387](https://www.quebec.ca/nouvelles/rechercher?tx_solr[filter][]=mo:387))

Partager

 (<https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/emploi-et-scolarite-des-ecarts-parlants-chez-les-jeunes-places-sous-les-services-de-la-protection-de-la-jeunesse-au-quebec-55209#>)  (<https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/emploi-et-scolarite-des-ecarts-parlants-chez-les-jeunes-places-sous-les-services-de-la-protection-de-la-jeunesse-au-quebec-55209#>)  (https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/emploi-et-scolarite-des-ecarts-parlants-chez-les-jeunes-places-sous-les-services-de-la-protection-de-la-jeunesse-au-quebec-55209#)  (<https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/emploi-et-scolarite-des-ecarts-parlants-chez-les-jeunes-places-sous-les-services-de-la-protection-de-la-jeunesse-au-quebec-55209#>)



(https://mma.prnewswire.com/media/2391640/Institut_National_de_la_recherche_scientifique_INRS_Emploi_et.html)

Un rapport de recherche dévoile des données inédites sur les parcours des jeunes placés au Québec

MONTREAL et QUEBEC, le 19 avril 2024 /CNW/ - Chaque année au Québec, plus de 2 000 jeunes quittent un milieu de placement de la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ), à l'approche de l'âge de leur majorité. Avoir 18 ans quand on a un parcours de jeune ayant vécu un placement par la DPJ, cela signifie devoir devenir autonome rapidement, avec peu ou pas de soutien de son entourage immédiat. À cela s'ajoute un bagage scolaire souvent moins important que les jeunes n'ayant pas vécu cette situation.

Les chiffres sont parlants : à l'âge de 21 ans, seuls 37 % des jeunes placés avaient obtenu leur diplôme d'études secondaires (DES) comparativement à 86 % de la population générale du même âge. C'est un taux de diplomation deux fois et demie moins élevé.

La [Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec \(CRJ\)](https://chairejeunesse.ca/) (<https://chairejeunesse.ca/>) dévoile aujourd'hui les résultats d'une étude inédite, réalisée sous la direction de [María Eugenia Longo](https://inrs.ca/la-recherche/professeurs/maria-eugenia-longo/) (<https://inrs.ca/la-recherche/professeurs/maria-eugenia-longo/>), professeure à l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), [de Martin Goyette](https://enap.ca/a-propos/bottin/martin-goyette-professeur-titulaire) (<https://enap.ca/a-propos/bottin/martin-goyette-professeur-titulaire>), professeur à l'École nationale d'administration publique (ENAP) et de

[Marie Dumollard](https://recherche.umontreal.ca/chercheur/is/in35190/) [\(https://recherche.umontreal.ca/chercheur/is/in35190/\)](https://recherche.umontreal.ca/chercheur/is/in35190/), professeure à l'Université de Montréal. Sous le titre [Portrait des jeunes ayant été placés sous les services de la protection de la jeunesse et leurs défis en emploi](https://chairejeunesse.ca/lancement-rapport-portrait-jeunes-services-dpj-et-defis-en-emploi), [\(https://chairejeunesse.ca/lancement-rapport-portrait-jeunes-services-dpj-et-defis-en-emploi\)](https://chairejeunesse.ca/lancement-rapport-portrait-jeunes-services-dpj-et-defis-en-emploi), le rapport compte sur la précieuse collaboration de Mélissa Ziani (INRS) et de Josiane Picard (ENAP).

Le rapport dévoile un parcours d'autonomisation plus ardu et plus précaire pour cette tranche de la jeunesse québécoise. En effet, en plus des informations quantitatives collectées auprès de 1 136 jeunes ayant connu un placement régi par les services de la protection de la jeunesse, cette étude profite de données originales collectées sous forme d'entrevues menés auprès de 30 jeunes.

Ces travaux ont été mandatés et financés par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec, et combinent les données quantitatives de l'[Étude longitudinale sur le devenir des jeunes placés](https://edjep.ca/) [\(https://edjep.ca/\)](https://edjep.ca/) (EDJeP) et des récits des jeunes dans cette situation qui ont été interrogés pour la recherche.

Faits saillants

- Le tiers des jeunes de l'EDJeP se retrouve dans la catégorie « ni en emploi, ni aux études, ni en formation » (NEEF) à 21 ans, alors que dans la population générale du même âge, ce taux se situe à près de 10 %;
- Envisager une variété d'outils et de services mieux adaptés à une période de vie précise permettrait de mieux sécuriser la réussite de leurs parcours scolaires;
- Chez les jeunes de l'EDJeP, on observe des parcours d'emploi fortement instables, temporaires et précaires : ces travailleurs et travailleuses occupent majoritairement des emplois sous-qualifiés, dans des secteurs caractérisés par de bas salaires et de faibles protections, tels que le commerce de détail, la vente et la restauration;
- Les jeunes de l'EDJeP sans diplôme d'études secondaires sont 5,3 fois plus à risque de se retrouver dans la catégorie NEEF;
- Chez les jeunes de l'EDJeP, plus la situation d'habitation est précaire (instabilité résidentielle ou expérience d'itinérance) et durable, plus les participants et participantes sont représentés dans la catégorie NEEF.

[Lien vers le rapport](https://chairejeunesse.ca/lancement-rapport-portrait-jeunes-services-dpj-et-defis-en-emploi%20) [\(https://chairejeunesse.ca/lancement-rapport-portrait-jeunes-services-dpj-et-defis-en-emploi%20\)](https://chairejeunesse.ca/lancement-rapport-portrait-jeunes-services-dpj-et-defis-en-emploi%20).

De plus, les résultats acquis par l'équipe ont démontré que les jeunes de l'EDJeP ayant réussi à obtenir une formation postsecondaire qualifiante sont ceux et celles qui, lorsqu'ils et elles atteignent l'âge moyen de 21 ans, occupent des emplois plus spécialisés et qualifiés en plus grande proportion.

Respect, dignité et autonomie

Il ressort notamment de cette vaste étude que, pour les jeunes, une offre de services humaine, sensible, flexible et personnalisée est primordiale. Comme leurs expériences avec les services sociaux, et plus spécifiquement les services de la protection de la jeunesse, n'ont pas toujours favorisé leur autonomie, leur bien-être ou l'avancement de leur parcours, certains et certaines vivent de la réticence à se tourner vers des organisations spécialisées en employabilité.

« À travers les difficultés que ces jeunes rencontrent en emploi, on observe des failles institutionnelles qui entraînent des désavantages et des inégalités sociales notables. Pour les accompagner convenablement, il est indispensable de soutenir leurs besoins en vue de l'amélioration et de l'autonomisation de leur parcours, de travailler sur l'accès aux ressources qui existent et d'améliorer leur condition de vie, et ceci conjointement avec les employeurs et employeuses qui jouent également un rôle déterminant dans les solutions. » - [María Eugenia Longo](https://inrs.ca/la-recherche/professeurs/maria-eugenia-longo/) (https://inrs.ca/la-recherche/professeurs/maria-eugenia-longo/), professeure et chercheuse en sociologie du travail et de la jeunesse à l'INRS et cotitulaire de la Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec

Ainsi, les analyses de l'équipe de recherche ont démontré que le fait de se sentir encouragé est en corrélation directe avec l'atteinte d'un plus haut niveau de scolarité. À travers leurs récits, les jeunes consultés mentionnent que les liens sociaux dans le travail, notamment avec les employeurs, et en dehors de celui-ci sont déterminants pour choisir un emploi - ou un service d'accompagnement -, y rester ou le quitter. La présence de personnes significatives vers lesquelles les jeunes peuvent se tourner semble ainsi être un marqueur important dans leur cheminement en emploi.

« Il ressort de nos travaux que les jeunes veulent se sentir accueillis, écoutés et, surtout, souhaitent que leurs besoins, leurs aspirations, leur agentivité et leur dignité soient respectés. Poursuivre la recherche en partenariat avec les jeunes offre l'occasion aux partenaires et aux décideurs d'améliorer et d'adapter les services et les politiques » - Martin Goyette, professeur à l'ENAP et cotitulaire de la Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec

Les recommandations du rapport

Parmi ses conclusions, l'équipe de recherche mentionne que l'instabilité du milieu de vie peut jouer sur le parcours scolaire et le début du parcours professionnel de ces jeunes. En effet, le changement de placement au sein même des services de la protection de la jeunesse a un impact direct sur le maintien en emploi. Les jeunes consultés mentionnent avoir été forcés de quitter un emploi en raison d'un changement de milieu de placement. Il en va de même pour le milieu scolaire.

L'ensemble de ces constats rappelle les liens forts entre le statut d'activité et les enjeux dans diverses sphères de vie, que cela concerne l'état NEEF, le genre, la parentalité, la résidence, l'état de santé ou encore la trajectoire de placement. Ils démontrent le caractère incontournable des dispositifs adoptant une vision globale, intersectorielle, cohérente et sécurisante des parcours des jeunes ayant eu une expérience de placement sous la protection de la jeunesse.

Ainsi, soutenir la scolarisation et accompagner les jeunes dans un début de parcours professionnel sont des exemples de solutions qui ressortent du rapport. Une vision globale, intersectorielle et sécurisante de leurs parcours, une meilleure préparation à la vie adulte et un meilleur accompagnement après l'atteinte de la majorité civile sont également des éléments recommandés.

« Les parcours d'emploi sont directement liés aux autres sphères de vie des jeunes, comme la santé, le logement ou encore la parentalité, qui ont des implications directes dans l'insertion et le maintien en emploi. Soutenir les parcours d'emploi des jeunes qui ont été placés ne peut donc se faire sans tenir compte de cette interdépendance des sphères de vie. » - Marie Dumollard, professeure adjointe à l'École de travail social de l'Université de Montréal

Plus largement, les besoins des jeunes vivant une situation de placement peuvent être à divers degrés similaires de ceux des autres jeunes au Québec. Mais à défaut d'un soutien familial évident et d'un cumul de difficultés non surmontées depuis un moment, le soutien institutionnel et le milieu du travail doivent s'engager davantage à offrir une chance égale et équitable à ces adultes de demain.

Les personnes qui désirent en savoir plus sont invitées à assister à la [Conférence-midi de la CRJ](https://enap.ca/evenements/conference-midi-jeunes-ayant-ete-places-services-protection-jeunesse-leurs-defis-emploi) [↗](https://enap.ca/evenements/conference-midi-jeunes-ayant-ete-places-services-protection-jeunesse-leurs-defis-emploi) (<https://enap.ca/evenements/conference-midi-jeunes-ayant-ete-places-services-protection-jeunesse-leurs-defis-emploi>), *-Les jeunes ayant été placés sous les services de la protection de la jeunesse et leurs défis en emploi*, vendredi 19 avril 2024, à midi, en ligne. Pour y participer : [INSCRIPTION](https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSczSu-2v5U-Jepf2ydp1a8q7tEvcsLM0PuacPdDc6VKLvBtYQ/viewform) [↗](https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSczSu-2v5U-Jepf2ydp1a8q7tEvcsLM0PuacPdDc6VKLvBtYQ/viewform) (<https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSczSu-2v5U-Jepf2ydp1a8q7tEvcsLM0PuacPdDc6VKLvBtYQ/viewform>).

Consultez le contenu original pour télécharger le multimédia : <http://www.newswire.ca/fr/releases/archive/April2024/19/c7437.html> (<http://www.newswire.ca/fr/releases/archive/April2024/19/c7437.html>)

Abonnements

[S'abonner au fil de presse](https://qgov.newswire.ca/qmail/) [↗](https://qgov.newswire.ca/qmail/) (<https://qgov.newswire.ca/qmail/>)

[Flux RSS](https://www.quebec.ca/fil-de-presse.rss) [↗](https://www.quebec.ca/fil-de-presse.rss) (<https://www.quebec.ca/fil-de-presse.rss>)

Dernière mise à jour : 19 avril 2024

Québec 

© Gouvernement du Québec, 2024

COMITÉ RÉGIONAL POUR LA VALORISATION DE L'ÉDUCATION

Les coûts économiques et les impacts du décrochage scolaire : un électrochoc pour la région de Lanaudière

19 avril 2024

Dans le cadre de la 3^e édition de l'événement du Chantier régional en réussite éducative, les membres ont dévoilé les résultats de l'étude sur les coûts économiques et l'impact du décrochage dans Lanaudière. Réalisé par Frédéric Laurin, Ph. D. en économie et chercheur à l'Institut de recherche sur les PME de l'UQTR, le rapport est sans équivoque : **les impacts socio-économiques du décrochage scolaire pour Lanaudière sont faramineux, totalisant 1,87 milliards de dollars par année.** « Commandée par le CREVALE, cette étude est un électrochoc pour tous les acteurs mobilisés en réussite éducative. Elle met pour ainsi dire des mots et des chiffres clairs sur une préoccupation régionale déjà présente alors que Lanaudière se classe au 11^e rang des régions administratives pour la proportion de sa population n'ayant aucun diplôme (12,5 %), un niveau supérieur à l'ensemble du Québec (9,7 %)^[1] », de mentionner Ann-Marie Picard, directrice générale du Comité régional en valorisation de l'éducation (CREVALE), organisme coordonnateur du Chantier.



G à d : Monsieur Sébastien Nadeau, président de la Table des préfets de Lanaudière, madame Ann-Marie Picard, directrice générale du CREVALE et monsieur Frédéric Laurin, Ph. D chercheur à l'UQTR et auteur de l'étude.

Photo : Mélanie Émond Photographie

Une étude nécessaire

Au cours des dernières semaines, le taux de décrochage scolaire observé dans la région de Lanaudière a fait grand bruit dans l'actualité. Loin d'être une surprise pour les principaux acteurs œuvrant en réussite éducative, ces statistiques préoccupent depuis un moment. C'est pourquoi le CREVALE, appuyé par les membres du Chantier, a commandé une étude inédite à monsieur Frédéric Laurin sur les coûts économiques et l'impact du décrochage pour la région. L'objectif consiste à présenter une estimation de l'ampleur de ces coûts et à établir les relations existantes entre le décrochage et le développement régional, le tout en s'appuyant sur un portrait socio-économique de Lanaudière.

Ainsi, en calculant l'écart de revenus entre les décrocheurs et les diplômés, selon deux méthodologies distinctes¹, monsieur Laurin estime une **perte totale de revenus pour Lanaudière** variant entre 373,7 et 874,1 millions de dollars par année. Il s'agit d'une importante perte de potentiel économique pour la région. Le taux de décrocheurs occasionne aussi de nombreuses dépenses liées à la santé, à l'aide sociale, à la criminalité et aux besoins en assurance-emploi. En additionnant l'écart de revenus à ces différentes pertes et dépenses pour le gouvernement, monsieur Laurin estime que le décrochage scolaire représente un coût économique substantiel pour Lanaudière, qui varie entre 1,37 et 1,87 milliard de dollars annuellement, soit l'équivalent d'entre 3 105 \$ et 4 235 \$ par habitant de 15 ans et plus.

Des impacts tant individuels que collectifs

« Tous les impacts économiques, psychologiques et sociaux ont aussi évidemment un coût humain intangible, avec des conséquences sur la qualité de vie et le bien-être des décrocheurs », de préciser monsieur Laurin. Pour les **décrocheurs**, les impacts sont nombreux. En voici quelques-uns :

- **Santé physique et mentale** - Sentiment de faible estime de soi, manque de contrôle sur sa vie, fragilité psychosociale, mal-être, difficulté à adopter de saines habitudes de vie (consommation de drogues et d'alcool), réduction de l'espérance de vie, etc.;
- **Comportement social** - Exclusion sociale;
- **Employabilité et revenu** - Pauvreté, réduction des possibilités d'avancement scolaire et professionnel.

Et tout autant pour la **société** :

- **Santé physique et mentale** - Difficulté à respecter les traitements et à effectuer les suivis médicaux, hausse des dépenses en santé;
- **Comportement social** - Taux de criminalité plus élevé, moindre engagement civique et communautaire;
- **Employabilité et revenu** - Accroissement de la pénurie de main-d'œuvre, hausse du taux de chômage et d'inactivité;
- **Productivité au travail** - Encadrement managérial et soutien psychologique plus importants pour cette population, diminution du potentiel d'innovation et de créativité, baisse de la productivité et des capacités d'adaptation technologique.

Poursuivre et intensifier les actions concertées

Alors que les enjeux sociétaux se complexifient^[2] et que le marché du travail est en transformation^[3], une région telle que Lanaudière ne peut se passer d'une main-d'œuvre qualifiée, d'autant plus que 55 % de sa population âgée de 15 ans et plus n'atteint pas le niveau 3 de littératie¹, limitant ainsi un trop grand nombre de personnes d'accéder aux compétences indispensables du marché de l'emploi de l'avenir³.

Il apparaît donc primordial que tous les acteurs concernés par la réussite éducative continuent d'agir en soutien et en accompagnement auprès des populations étudiantes, qui sont de plus en plus hétérogènes² - avec des besoins variés. Bien que la région ait démontré depuis 15 ans sa capacité à travailler ensemble sur ce dossier - la progression du taux de diplomation le prouvant (de 67,9 en 2006-2007 à 82,2 % en 2021-2022^[4]) - les efforts doivent se poursuivre et s'intensifier pour que la région demeure attractive avec une vitalité économique et communautaire pour une meilleure qualité de vie pour tous.

Les pistes de solutions

Afin de favoriser la réussite éducative du plus grand nombre, plusieurs pistes de solutions sont possibles :

- Effectuer des interventions auprès des parents pour le développement de compétences spécifiques, comme la littératie et la gestion des émotions;
- Sensibiliser les employeurs à l'importance de l'éducation et à une saine conciliation études-travail en vue de se doter d'un bassin de main-d'œuvre qualifiée;
- Créer des réseaux de pairs aidants ou proposer des services de mentorat, du tutorat scolaire ou des activités de récupération pour les élèves éprouvant des difficultés d'apprentissage;
- Offrir différents types d'activités aux jeunes et aux adultes en formation afin qu'ils puissent s'épanouir, développer des compétences personnelles et élargir leurs horizons : activités parascolaires, activités de savoir-être, activités pratiques pour la vie courante;
- Faire de la lecture un moment de plaisir pour les personnes de tous âges, des plus petites aux plus grandes;
- Offrir de la formation en entreprise, en collaboration avec le milieu scolaire, et valoriser l'obtention d'un DES ou d'une autre qualification.

Ces solutions ont été le point de départ de l'atelier réflexif tenu en après-midi avec de nombreux partenaires issus de tous les secteurs (municipal, communautaire, scolaire, des affaires, de la santé). Les conclusions des questions abordées telles que « Quelles approches communes pouvons-nous mettre en œuvre pour favoriser la diplomation? » ou encore « Quelles actions pouvez-vous entreprendre dans vos champs d'expertise respectifs? » seront communiquées ultérieurement.

À la lumière de ces chiffres plus qu'inquiétants pour l'avenir prospère de notre région, le président de la Table des préfets de Lanaudière, monsieur Sébastien Nadeau, a dit ceci : « La réussite éducative est un levier de développement social et économique. Même si notre région a fait de beaux progrès, il reste du travail à faire pour que les jeunes et les adultes atteignent leur plein potentiel. [...] la solution réside dans une multitude de petits et grands gestes, notamment par la mobilisation et la collaboration de tous les acteurs. Notre force, c'est justement ce travail de concertation et l'effort collectif mis en place pour briser les legs intergénérationnels du décrochage scolaire. Avec l'événement d'aujourd'hui, nous avons tissé une maille de plus pour bonifier nos pratiques et augmenter l'impact des interventions en réussite éducative - nous pouvons en être fiers! »

Pour consulter l'[étude](#), son [résumé](#) et l'[infographie](#), rendez-vous sur les actualités du site crevale.org.

Références:

[1] LAURIN, F. (janvier 2024). *Coûts économiques et impacts du décrochage scolaire sur le développement économique dans Lanaudière*, Université du Québec à Trois-Rivières.

[2] CONSORTIUM D'ANIMATION SUR LA PERSÉVÉRANCE ET LA RÉUSSITE EN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. (2021). *Persévérance en enseignement supérieur*, Québec.

[3] COMMISSION DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL. (2020). *Se préparer à un marché du travail en transformation : référentiel québécois des compétences du futur*, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

[4] RADAR LANAUDOIS DE LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE. (2024). *Taux de diplomation et de qualification au secondaire des élèves de moins de 20 ans*, CREVALE.

Pour plus d'information



Comité régional pour la valorisation de l'éducation

228, rue Bordeleau
Joliette Québec
Canada J6E 2H9
🌐 www.crevale.org

COMMISSION SCOLAIRE CENTRAL QUÉBEC

Nomination de Monsieur Stéphane Lagacé au poste de directeur général

19 avril 2024

Les membres du Conseil des commissaires de la Commission scolaire Central Québec (CSCQ) sont heureux d'annoncer la nomination de Monsieur Stéphane Lagacé au poste de directeur général.

Administrateur accompli œuvrant au sein de la CSCQ depuis les 23 dernières années, monsieur Lagacé succédera à M. Stephen Pigeon, l'actuel directeur général qui amorcera une retraite fort méritée en septembre 2024.

Collaborateur impliqué et enthousiaste possédant une connaissance et une compréhension approfondies de la commission scolaire, monsieur Lagacé y a amorcé sa carrière comme enseignant au secondaire. Nommé successivement directeur adjoint puis directeur d'école, il s'est joint, en 2019, à l'équipe de la haute direction à titre de directeur des services éducatifs.

Avant d'assumer pleinement son rôle de directeur général, M. Lagacé continuera à diriger son service actuel. Parallèlement, dans le cadre d'un plan de transition efficace, il se familiarisera progressivement avec ses nouvelles responsabilités, dont celle de mener, avec la directrice générale adjointe, Mme Nancy L'Heureux, la réalisation du plan d'engagement vers la réussite.

« Je suis convaincu qu'avec son leadership rassembleur et sa solide vision éducative, M. Lagacé saura faire en sorte que notre commission scolaire continue de briller et de remplir avec succès sa mission fondamentale consistant à permettre à tous nos élèves de recevoir la meilleure éducation possible », termine monsieur Stephen Burke, président du Conseil des commissaires.

Le mandat de monsieur Lagacé à titre de directeur général débutera le 1^{er} septembre 2024.

Pour plus d'information



Commission scolaire Central Québec

2046, chemin Saint-Louis

Québec Québec

Canada G1T 1P4

🌐 www.cqsb.qc.ca

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE CHARLEVOIX

Inauguration de notre restaurant-école à La Malbaie

19 avril 2024

Le Centre de services scolaire de Charlevoix (CSSDC) et Avise Centre de formation Charlevoix (Avise) ont procédé à l'inauguration du restaurant-école La Gogaille, à La Malbaie. L'événement s'est tenu en présence de Mme Martine Vallée, directrice générale du CSSDC, et de Mme Shany Tremblay, directrice d'Avise.

Le restaurant-école La Gogaille a été complètement rénové pour répondre aux besoins d'une formation professionnelle de pointe dans un environnement propice aux apprentissages, à la réussite et au développement du plein potentiel des élèves.

Depuis l'automne 2023, Avise a recommencé à offrir le diplôme d'études professionnelles en cuisine. Ce programme vise à répondre aux exigences élevées des restaurateurs de la région de Charlevoix où le tourisme gastronomique attire de nombreux visiteurs.

En mars dernier, une nouvelle cohorte composée de cuisiniers et de chefs d'expérience a débuté le programme « Chef » où des maîtres de la gastronomie partageront leurs connaissances et leurs techniques uniques avec nos élèves, les préparant à devenir des chefs d'exception.

D'autres activités de formation seront proposées sous peu à La Gogaille, notamment grâce à l'ajout d'une console pour la diffusion en ligne.

Le projet de rénovation de La Gogaille a été réalisé grâce au soutien financier de la Caisse Desjardins de Charlevoix-Est, du Développement Social Intégré de Charlevoix et de la Commission des partenaires du marché du travail.

Citations

« La collaboration des partenaires associés à ce projet constitue un autre bel exemple de mobilisation de la communauté charlevoisienne. La Gogaille est maintenant adaptée aux nouvelles réalités de la formation professionnelle en cuisine, favorisant ainsi la motivation et la réussite des élèves. L'aspect pratique de la formation en cuisine prend une toute autre dimension dans cet environnement inspirant. »

Martine Vallée, directrice générale, Centre de services scolaire de Charlevoix

« C'est très excitant de vivre la renaissance de notre restaurant-école qui a été en dormance pendant quelques années. Les cours de cuisine ont repris l'automne dernier et les commentaires reçus à ce jour sont positifs. Les élèves peuvent bénéficier d'équipements modernes pour apprendre un métier ou parfaire leurs connaissances, et ainsi contribuer à l'avenir de notre région. »

Shany Tremblay, directrice, Avise Centre de formation Charlevoix

Consulter la nouvelle sur

En cliquant sur le lien, vous quittez le site AMEQ en ligne. Nous ne sommes pas responsable du fonctionnement du site ou du contenu qui y est diffusé.

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LAVAL

Les apprentissages en milieu de travail en lumière dans un évènement organisé par Formation Korpus

19 avril 2024

Formation Korpus, le service aux entreprises et de formation continue du Centre de services scolaire de Laval, a tenu, le jeudi 14 mars dernier, l'évènement La stratégie PAMT, pour une main-d'œuvre compétente. Cette journée a permis de réunir près de 100 participants en provenance d'entreprises lavalloises et de comités sectoriels de main-d'œuvre. On y a discuté de l'importance du développement des compétences en entreprise et du programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT) du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Cet évènement a été rendu possible grâce à la participation financière du gouvernement du Québec.

Lors de l'évènement, les invités ont pu en apprendre davantage sur ce programme par le biais de plusieurs activités tenues par des experts en la matière. Ils ont pu y entendre une conférence de Julie Plouffe, directrice générale adjointe chez Lysair, assister à un panel d'entreprises adhérant au PAMT et à la présentation d'une trousse d'information, prendre part à des discussions avec des apprentis et des compagnons du programme et participer à diverses occasions de réseautage avec les comités sectoriels de main-d'œuvre qui tenaient des kiosques d'information pour l'occasion.

La ministre de l'Emploi et ministre responsable de la région de la Côte-Nord, Kateri Champagne Jourdain, qui a lancé l'évènement en prononçant un discours rassembleur, souligne que, « dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre, il est primordial d'ouvrir ses horizons en matière d'attraction et de rétention de la main-d'œuvre. Les entreprises doivent assurer le transfert des connaissances et faire une véritable place aux personnes plus éloignées du marché du travail, notamment aux Québécoises et Québécois de 60 ans ou plus. Le Programme d'apprentissage en milieu de travail comporte de nombreux avantages, tant pour les entreprises que pour les travailleuses et travailleurs qui ont l'occasion d'y prendre part. Je félicite les organisateurs de l'évènement pour la réalisation de cette belle journée et j'espère que les participants ont su y puiser toute l'information nécessaire pour se lancer! »

Le directeur général du Centre de services scolaire de Laval, Yves Michel Volcy, tient à souligner l'importance de cette initiative. « Une telle mise en commun des expertises et des expériences est un terreau fertile qui permettra d'améliorer nos pratiques et de voir naître de nouvelles collaborations, au bénéfice des travailleurs d'aujourd'hui et de demain. Je remercie nos partenaires pour leur soutien dans la tenue de cet évènement. Ceci vient nous appuyer en tant qu'organisation apprenante qui vise à toujours s'améliorer, ici, en favorisant le développement professionnel ».

L'équipe de Formation Korpus désire souligner les nombreux échanges desquels ont immergé plusieurs idées qui sauront profiter aux entreprises lavalloises, faisant de l'apprentissage une mission et une culture d'entreprise pour encourager une croissance continue à tous les niveaux. Parmi ces idées, il a été question de mettre à jour les compétences et de rehausser celles des travailleurs, de dégager du temps chez les employés à des fins de formation, d'investir dans le perfectionnement professionnel pour rester compétitif sur le marché et de l'importance de garder ses employés motivés tout en favorisant l'engagement et la performance des équipes. De plus, une communication transparente et un partage d'information visant à favoriser la croissance individuelle et collective ont été discutés, tout comme l'informatisation des outils de communication et de gestion des connaissances, et le partage d'information sur les différentes ressources disponibles comme le Programme d'apprentissage en milieu de travail pour soutenir le développement des compétences.

Ces points forts soulignent l'importance cruciale du développement des compétences dans notre environnement professionnel en constante évolution. Ensemble, continuons à promouvoir une culture de l'apprentissage et de l'amélioration continue!

À propos du Programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT)

Le Programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT) permet, dans une même entreprise et à une employée ou un employé expérimenté (compagne ou compagnon), d'être jumelé avec une collègue ou un collègue moins expérimenté (apprentie ou apprenti) pour qu'elle ou il lui transmette, étape par étape, son savoir-faire. Cette formule, qui a fait ses preuves, se nomme le compagnonnage. Pour en savoir plus, consultez la page [Apprentissage en milieu de travail](#) sur le site Québec.ca.

Pour plus d'information